



HAL
open science

LA DÉPENSE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN LONGUE PÉRIODE

Philippe Boyer

► **To cite this version:**

Philippe Boyer. LA DÉPENSE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN LONGUE PÉRIODE. Notes et Etudes Economiques, 1999, 10. hal-02966432

HAL Id: hal-02966432

<https://hal.science/hal-02966432v1>

Submitted on 14 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NOTES ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES

- **Interprétation économique du “découplage” des aides à l’agriculture**
- **La dépense publique agricole en longue période**
- **Une application du modèle MEGAAF: analyse d’une modification des soutiens à l’agriculture**



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction des Affaires Financières

Sous-Direction de l'Évaluation, de la Prospective et des Études

NOTES ET ETUDES ECONOMIQUES

Directeur de la publication : Mireille RIOU-CANALS, DAF

Rédacteur en chef : Philippe BOYER, DAF

Membres du comité de lecture :

ERIC BARDON, SCOM
Alain BLOGOWSKI, DAF
Bernard DECHAMBRE, DAF
Magali DEMOTES MAINARD, DAF
Yves GEFFROY, DEPSE
Denis HAIRY, DAF
Hervé LE GALL, DAF
Olivier MARTIN DE LAGARDE, DERF
Joël MATHURIN, DPEI
Jean-Claude RENAUD, DAF

Composition : DAF/SDEPE

Impression : Ministère de l'agriculture et de la pêche

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1275-7535

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

**LA DÉPENSE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE
FRANÇAISE EN LONGUE PÉRIODE**

Philippe Boyer

Bureau d'étude des concours publics à l'agriculture

Avec la collaboration de Bernard Dechambre, Bureau l'évaluation et des programmes d'études

L'ESSENTIEL DE L'ARTICLE

La croissance des dépenses publiques en faveur de l'agriculture française

Entre 1945 et 1998 et en francs constants, les dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture au sens large du terme (protection sociale incluse) ont été multipliées par 7, passant de 25 milliards à 171 milliards de francs actuels.

Ces dépenses ont toutefois progressé moins vite que l'ensemble des prélèvements obligatoires.

Recul des aides à l'investissement, croissance des aides aux produits

Les concours publics à « l'agriculture productive », constitués par les financements bénéficiant plus directement aux activités de production agricole, sont dominés dans les années 50 par des aides à l'investissement, accompagnant les débuts de la modernisation de l'agriculture française. À partir du milieu des années 60, les aides à l'agriculture entament une croissance soutenue tout en changeant de composition : avec la mise en place progressive des instruments de soutien des marchés sous l'égide de la PAC et l'apparition de situations excédentaires, les financements de la politique des marchés l'emportent sur ceux de la politique des structures (et notamment l'aide à l'investissement)

La réforme de la PAC de 1992 a accentué le poids des dépenses de soutien de la production au sein des concours publics à l'agriculture, en instaurant des paiements directs qui prennent pour partie le relais du soutien non budgétaire que supportaient les clients de l'agriculture au travers des prix garantis.

En fin de période, la prédominance des dépenses « liées aux produits » est accentuée par le reflux de la principale dépense publique d'aide à l'investissement : la bonification des prêts agricoles, dont la charge diminue avec la baisse des taux d'intérêts.

Sur le long terme, la baisse des prix agricoles l'emporte sur la croissance des soutiens publics

La précédente réforme de la PAC était clairement fondée sur une logique de substitution du soutien des prix, supporté par le client, par des soutiens directs, supportés par le contribuable : la collectivité paye-t-elle finalement « plus » ou « moins » pour bénéficier des produits agricoles français ?

On propose une réponse à cette question en suivant l'évolution de la « dépense collective globale », agrégat constitué par les dépenses budgétaires bénéficiant à l'agriculture et par la valeur des livraisons de la branche, corrigée – pour éviter les doubles comptes – des aides perçues par l'aval et répercutées sur la valeur de la production au travers des prix.

En 20 ans, cette « dépense collective globale » tous produits agricoles confondus a diminué d'environ 14% en termes réels, sous l'effet de la baisse des prix agricoles, malgré la croissance des dépenses de soutien et des volumes. Les aides publiques paraissent ainsi avoir compensé, mais en partie seulement, le transfert des gains de productivité de l'agriculture vers l'aval.

Transposée à quelques produits agricoles majeurs, cette approche en terme de « dépense collective globale » révèle des évolutions contrastées, les dépenses de soutien compensant plus ou moins bien l'effet de la baisse en termes réels des prix des produits considérés.

LA DÉPENSE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN LONGUE PÉRIODE

OBJECTIFS ET MÉTHODE

La présentation et l'analyse en montants « constatés »¹ des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture française fait l'objet d'un document annuel publié depuis 1994 à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances, sous le titre « les concours publics à l'agriculture ». La période couverte par cette approche débute en 1990, c'est à dire à la veille de la précédente réforme d'envergure ayant affectée la politique agricole commune. L'évolution récente des concours publics à l'agriculture² illustre ainsi la logique et les instruments de cette réforme [BIMA, 1998].

Il semblait dès lors intéressant de disposer de données sur le long terme pour étendre l'analyse du soutien budgétaire à l'agriculture française à des phases antérieures de la politique agricole, à partir des méthodes développées par la DAFE (budgets de programme, concours publics) et en valorisant le travail « pionnier » entrepris en la matière par une équipe de l'INRA de 1980 à 1989 [Alphandéry et al. , 1982, 1989].

Nous avons ainsi pu élaborer une série homogène de vingt années de concours publics à l'agriculture, pour la période 1979-1998. Les données de 1990 à 1998 sont issues du suivi entrepris annuellement par la DAFE depuis 1994, celles portant sur la période 1979-1989 ont été reconstituées avec la même méthode, à quelques adaptations près.

Pour des raisons matérielles nous n'avons pas pu appliquer ces traitements à la période antérieure à 1979. Ces années sont toutefois couvertes par d'autres approches de la dépense publique en agriculture, lesquelles pouvaient être utilement exploitées pour étendre l'analyse au-delà de la période décrite par l'approche « concours publics ». Outre notre propre série « concours publics à l'agriculture 1979-1998 », nous avons donc utilisé pour cet article les données suivantes :

- « série INRA 1945-1984 » : il s'agit des dépenses budgétaires en montants constatés, identifiées, regroupées en agrégats et analysées dans l'étude publiée en 1989 par le département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique [Alphandéry P. et al., op. cit.],
- « série Annexe du Bleu 1962-1997 » : il s'agit des crédits publics présentés sous forme d'agrégats dans l'annexe du projet de loi de finances (PLF ou « Bleu ») du ministère de l'agriculture, sous le titre « dépenses bénéficiant à l'agriculture ». Ces données étaient également récapitulées et détaillées dans l'ancien « budget de programme » du ministère.

¹ Ou « exécutés ». Il s'agit des dépenses effectivement supportées dans l'année civile, par opposition aux montants inscrits au projet de loi de finances (PLF, ou « bleu » du budget) et soumis au vote des parlementaires, ou aux montants votés et inscrits dans la loi de finances initiale (le « vert » du budget).

² Plus précisément : des concours publics à l'agriculture « productive », ou dépenses considérées comme bénéficiant directement aux activités et aux productions agricoles, à l'exclusion d'autres interventions publiques qui relèvent néanmoins de la compétence du ministère chargé de l'agriculture (haras, industries agro-alimentaires, forêt, espace rural, enseignement et recherche, dépenses d'administration générale, protection sociale en agriculture).

Des différences conceptuelles interdisent de raccorder la série « Annexe du Bleu » à celle des concours publics. Ces derniers sont en effet évalués en dépenses constatées en année civile, tandis que les montants de l'annexe du Bleu sont des données budgétaires prévisionnelles, dans lesquelles le flux relatif à la politique agricole commune est évalué en termes de participation financière de la France au budget agricole communautaire, contrairement à l'approche « concours publics » qui mesure les dépenses du FEOGA bénéficiant à l'agriculture française³. La série « INRA » se rapproche conceptuellement de la série « concours publics », étant constituée pour l'essentiel par des dépenses constatées, mais sur la base de sources parfois différentes.

Notre objectif est en outre de privilégier le champ des concours publics à « l'agriculture productive ». Or, les contours des séries « INRA » et « Annexe du Bleu » vont au-delà, incluant notamment le financement public de la protection sociale des exploitants agricoles, du fonctionnement de l'administration chargée de l'agriculture, de la recherche agronomique et de l'enseignement agricole, ainsi que des interventions du ministère de l'agriculture dans d'autres secteurs économiques (IAA, forêts). En outre, dans les publications exploitant ces séries, les agrégats dans lesquels ont été regroupées les dépenses ne coïncident pas précisément avec les domaines de l'approche « concours publics ». Faute d'avoir entrepris un retraitement lourd de l'information de base, nous nous sommes donc limités à une identification assez approximative du domaine de « l'agriculture productive » dans ces séries.

Pour un cadrage de l'évolution globale de la dépense en longue période, nous raccorderons la série « INRA 1945-1984 » avec notre série « concours publics 1979-1998 », mais sans pouvoir procéder à une décomposition analytique très fine de la dépense, les agrégats constitutifs des deux séries n'étant pas identiques.

LA PROGRESSION DE LA DÉPENSE : APPROCHE GLOBALE DE 1945 À 1998

L'évolution des trois séries : les grandes phases de la dépense publique agricole

Le graphique ci-après présente l'évolution des trois séries de dépenses exprimées en francs constants⁴, en distinguant, d'une part, l'ensemble des financements bénéficiant à l'agriculture au sens large et institutionnel du terme (compétences du ministère chargé de l'agriculture), et d'autre part, le champ des concours publics à l'agriculture productive (qui, dans les séries « annexe du Bleu » et « INRA », ne peuvent être cernés que de façon assez approximative).

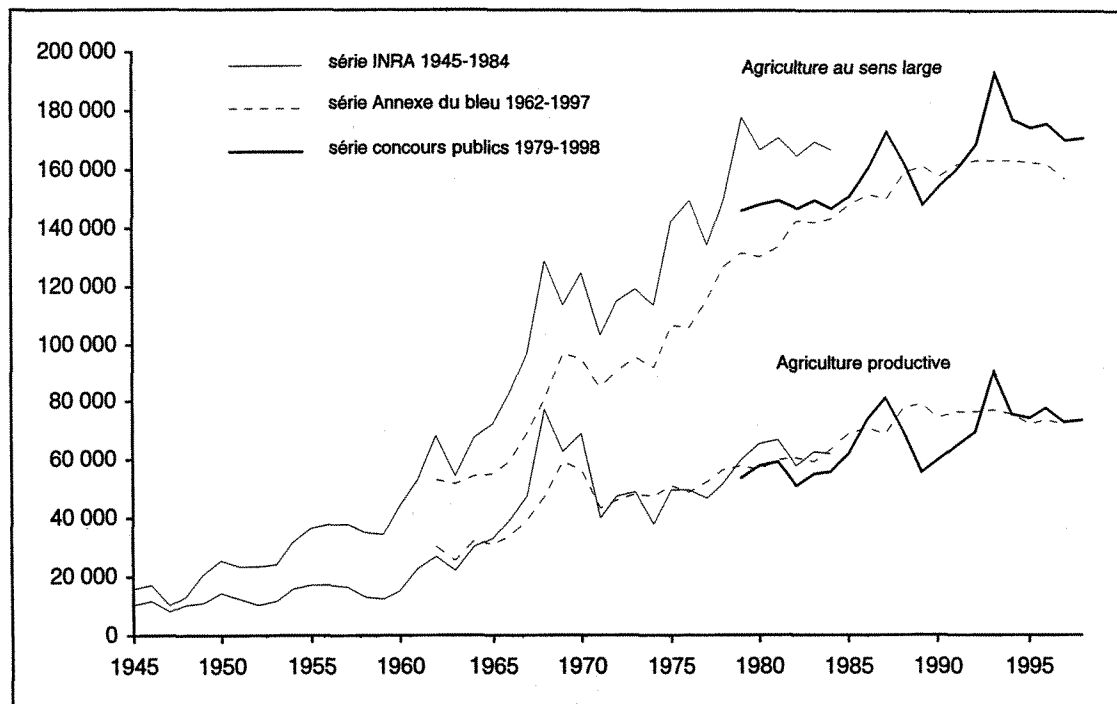
Sur les périodes couvertes par deux ou trois séries, on constate des décalages liés à la conception et aux contours différents de ces séries. Ainsi, le mode particulier de prise en compte des financements agricoles européens dans l'annexe du Bleu (contribution française au FEOGA, et non pas versements du FEOGA à la France) explique les écarts importants que présente certaines années cette série avec celle des concours publics.

³ Sur la prise en compte des flux communautaires intéressant l'agriculture, voir dans le numéro 3 de « Notes et études économiques » l'article sur l'évaluation des coûts et avantages des politiques agricoles.

⁴ Le passage en francs constants vise à exprimer des valeurs en tenant compte des variations de pouvoir d'achat de l'unité monétaire, donc en référence à l'évolution des prix d'un « panier » de biens, représentatif de la diversité des biens disponibles dans l'économie. Un même chiffre annuel peut donc prendre autant de valeurs différentes en francs constants d'une année donnée qu'il y a de « paniers » envisageables. Dans la pratique, on a le choix entre la référence à l'indice des prix du PIB ou à l'indice des prix à la consommation. Pour des raisons de disponibilité des séries sur le long terme, c'est ce second indice que l'on a utilisé dans cet article.

Dans le champ des dépenses bénéficiant à l'agriculture au sens large, la série « INRA » est en règle générale supérieure aux deux autres car son approche des financements publics est plus extensive : elle inclut notamment les cotisations professionnelles dans le financement des dépenses de protection sociale, alors que ces cotisations sont exclues dans les deux autres séries.

Graphique 1 – Les dépenses bénéficiant à l'agriculture 1945-1998 suivies par les trois séries
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice INSEE des prix à la consommation



Dans le domaine de « l'agriculture productive » et pour la période commune aux séries « INRA » et « concours publics » (soit 1979-1984), on constate que les deux courbes sont proches et parallèles, l'écart provenant essentiellement du fait que la série « INRA » n'a pas été complètement expurgée de certains financements qui ne relèvent pas du domaine considéré. Malgré leurs raccordements imparfaits, ces séries permettent d'apprécier, de façon au moins qualitative, l'évolution de la dépense publique en faveur de l'agriculture, et d'en dégager les grandes étapes⁵.

Avant les années 60, une dépense agricole relativement stable hors domaine social

Les dépenses publiques pour le ravitaillement de la population française de 1945 à 1949, prises en compte dans l'étude de l'INRA [Alphandéry et al., op. cit.], ont été ici exclues de la série. Les financements agricoles de l'après-guerre (1945-1950) sont caractérisés par une rapide progression des dépenses d'investissement. Leur poids dans la dépense totale en faveur de l'agriculture au sens large passe ainsi de 11% en 1945 à 43% en 1950 (cf. graphique 2). Outre la réparation des dommages de guerre agricoles, ces dépenses accompagnent les débuts de la modernisation de l'agriculture française, principalement par l'intervention de divers comptes spéciaux du trésor et autres fonds spécifiques dédiés à cet objectif à partir de 1948 et abondés par l'aide américaine dans le cadre du Plan Marshall [Alphandéry et al., op. cit.].

⁵ S'agissant d'un simple « cadrage » de l'évolution de la dépense globale, notre présentation restera ici assez sommaire. Pour la période 1945-1979, nous résumons les analyses de l'étude de l'INRA [Alphandéry et al., op.cit.], à laquelle nous renvoyons le lecteur pour plus de précisions ; la période 1979-1998, couverte par l'approche « concours publics » fera l'objet de développements plus détaillés dans la seconde partie de l'article.

C'est pendant cette période que se constituent les bases de la politique sociale agricole actuelle, avec la création du Budget annexe des prestations *familiales* agricoles (BAPFA) en 1949 et du Budget annexe des prestations *sociales* agricoles (BAPSA) en 1960, dont le champ s'étend au financement de la retraite agricole⁶. L'instauration d'un « budget annexe », lequel doit par définition être voté en équilibre, fournit un cadre stable au financement des prestations sociales agricoles. Il garantit notamment la participation de la collectivité aux ressources du régime, alors que les subventions d'État auparavant mobilisées à cet effet pouvait souffrir des réductions budgétaires. De moins de 10% des concours à l'agriculture en 1945, les dépenses sociales en représentent déjà près du tiers en 1950 et atteignent 50% en 1960. Rappelons que dans la série « INRA » les cotisations professionnelles ne sont pas déduites des dépenses sociales, contrairement aux deux autres séries : la correction de la série « INRA » aboutirait à un poids du domaine social, évalué sur les mêmes bases que celles des séries ultérieures, de l'ordre de 40% en 1960.

Les autres financements publics présentant une importance notable sur la période 1945-1960 sont les soutiens aux produits (agrégat « organisation des marchés et orientation des productions » de l'étude de l'INRA). Très élevé en début de période, leur poids reste ensuite inférieur à 20% jusqu'en 1960.

En début de période, l'étude précitée identifie parmi ces dépenses de soutien principalement des paiements compensatoires permettant de limiter les prix des produits alimentaires (dans le contexte de pénurie de l'après-guerre), tout en assurant un certain niveau de rémunération aux exploitants agricoles afin d'encourager leurs efforts de productivité.

Avec la crise de surproduction de 1953, qui, au-delà sa dimension conjoncturelle, découle des efforts de productivité fournis par les agriculteurs français depuis la Libération [Alphandéry et al., op. cit.], les dépenses de soutien vont changer de nature. A partir de 1955, l'agrégat devient ainsi en grande partie composé d'interventions sur des marchés excédentaires, avec les « subventions pour la couverture des pertes résultant de l'exportation des blés excédentaires » (entre 20% et 40% des soutiens aux produits de 1955 à 1969), et les financements des divers « fonds d'assainissement des marchés », dont celui du lait et des produits laitiers qui reçoit plus de 20% du soutien aux produits en 1958 et 1959). En élevage, ces mesures sont mises œuvre par des organismes d'intervention de création récente comme la Société interprofessionnelle du bétail et de la viande (SIBEV) et la société Interlait créées en 1953, le secteur céréalier bénéficiant d'une organisation économique plus ancienne sous l'égide de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC, héritier de l'Office national du blé créé en 1936).

Des années 60 au début des années 70 : montée en puissance de l'intervention publique sur des marchés agricoles excédentaires

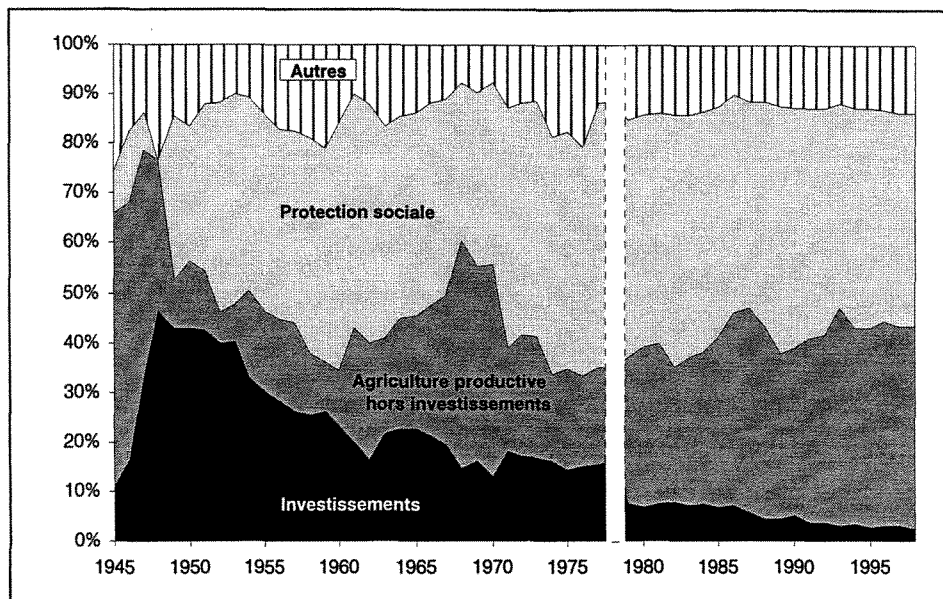
La création en 1960 du Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles (FORMA) se traduit par la croissance et la diversification des dispositifs de soutien aux produits, imprimant à la courbe des dépenses agricoles une nouvelle accélération au début des années 60.

Les « pics » de 1968 et 1970 sont plutôt conjoncturels, liés à de nouvelles crises de surproduction et à la superposition des premiers versements du FEOGA-Garantie avec les mesures nationales financées par le FORMA⁷.

⁶ La protection sociale des exploitants agricoles s'est instituée progressivement : allocations familiales en 1939 (financées par un fonds spécifique auquel se substituera le BAPFA en 1949), assurance vieillesse en 1952 (principalement financée par les exploitants jusqu'à la création du BAPSA huit ans plus tard), assurance maladie en 1961.

⁷ Les premiers versements du FEOGA-Garantie en faveur de l'agriculture française interviennent dès 1962 (alors essentiellement sous forme de restitutions aux exportations). Ils restent toutefois modestes jusqu'en 1968, puis, de cette année à l'année 1970, ils montent en puissance sans pour autant se substituer aux dépenses nationales du FORMA qui continuent de progresser dans un contexte d'excédents sur de nombreux marchés. À partir de 1971, l'application des règlements communautaires transfère à la charge du FEOGA-Garantie la quasi-totalité des soutiens que mettait en œuvre le FORMA.

Graphique 2 – Structure des dépenses bénéficiant à l'agriculture 1945-1998
 1945-1978 : série inra ; 1979-1998 : série concours publics
 NB : les deux séries ne peuvent être exactement raccordées.



De 1960 à 1970, les dépenses sociales accentuent leur progression, comme en témoigne, sur le graphique 1, l'écart croissant entre les courbes « ensemble des dépenses » et « champ de l'agriculture productive » de la série « INRA ». Cette croissance s'opère non seulement sous l'effet du vieillissement de la population agricole, mais résulte aussi de choix politiques. On vise ainsi un double objectif :

- d'une part, rapprocher les droits sociaux des exploitants de ceux des autres catégories professionnelles (tout en limitant le poids des cotisations chargées aux agriculteurs afin de ne pas obérer l'autofinancement nécessaire à la modernisation des exploitations),
- d'autre part, améliorer les structures et la productivité agricoles en accompagnant les cessations d'activité des exploitants âgés⁸ [Alphandéry et al., op. cit.].

Bien que les dépenses d'investissement continuent de croître sur cette période, leur part dans le total s'infléchit, passant de 25% de l'ensemble des financements en 1960 à moins de 15% en 1970. Ainsi que l'étude de l'INRA le met en évidence, cette baisse relative « recouvre un changement qualitatif dans la politique publique d'investissements en agriculture ». Au fur et à mesure que se réalisaient les objectifs de la politique planifiée de grands travaux collectifs d'infrastructures agricoles et rurales, les crédits d'Etat ont été davantage orientés vers l'aide à la modernisation individuelle des exploitations agricoles, principalement par la voie de la bonification de prêts [Alphandéry et al., op. cit.]. Au début des années 1970, la bonification représente la moitié des dépenses d'investissements en agriculture.

⁸ Outre le financement des retraites, le domaine des dépenses sociales comprend l'indemnité viagère de départ (IVD), « ancêtre » de l'actuelle préretraite. Conformément à l'optique retenue dans l'approche « concours publics », nous avons exclu l'IVD de la reconstitution du champ de l'agriculture productive à partir de la série « INRA ».

1970-1985 : mise en place et croissance des soutiens européens aux produits, expansion des dépenses sociales

La croissance des dépenses sociales s'accroît, résultant, selon l'expression du ministre de l'agriculture de l'époque, d'une « *volonté politique* » et d'une « *évolution subie* ». Cette dernière devient plus pesante, avec le vieillissement de la population agricole.

Les années 1970-1985 se caractérisent par la croissance constante de l'agrégat « organisation des marchés et orientation des productions » (lequel s'identifie pratiquement au soutien aux produits). Ces dépenses, qui représentaient moins de 60% du domaine de « l'agriculture productive » en tout début de période (hors pic conjoncturel de 1970), progressent régulièrement pour en atteindre près des trois-quarts en 1984. L'évolution résulte de la mise en place et du développement des organisations communes de marché financées par le FEOGA-Garantie, lequel contribue en 1984 à près de 80% des dépenses de soutien aux produits.

Avec une moindre incidence sur la dépense totale, on assiste pendant cette période à un accroissement de la charge de bonification des emprunts agricoles, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt, auquel s'ajoute l'impact de l'instauration de nouvelles mesures. La dotation d'installation des jeunes agriculteurs (DJA) est ainsi créée en 1973 pour les zones de montagne et étendue à l'ensemble du territoire en 1976.

La première indemnité compensatrice de handicaps naturels (ICHN) est instituée en 1974 en faveur des exploitations de montagne (indemnité spéciale montagne, ISM), suivie en 1977 par l'indemnité spéciale piémont.

Fortes variations conjoncturelles des dépenses avant la réforme de la PAC de 1992

La seconde moitié des années 80 est caractérisée par de fortes variations de la dépense de soutien aux produits, autour d'une tendance à la hausse. Cette évolution s'explique par la situation structurellement excédentaire de nombreux produits agricoles et par la sensibilité des dépenses de soutien de marché (stockage, restitutions à l'exportation) à la conjoncture intérieure (production communautaire) et extérieure (prix du marché mondial). Le pic de 1987 est ainsi déterminé par d'importantes dépenses de restitutions à l'exportation de céréales.

Cette période est celle de réformes sectorielles d'envergure dans plusieurs organisations communes de marché, visant à contenir les excédents et les dépenses de soutien : création des quotas laitiers en 1984, instauration d'une taxe de coresponsabilité céréalière en 1982, limitation du soutien des prix en fonction de la production par la mise en place, en 1988, des « quantités maximales garanties » pour les céréales, les oléagineux et les protéagineux, et, également en 1988, première introduction du « gel des terres » comme instrument de maîtrise de l'offre.

Les années 1990 et la nouvelle PAC : élévation et stabilisation du niveau des dépenses agricoles

La réforme de la politique agricole commune décidée en 1992 instaure (en grandes cultures) ou revalorise (en élevage bovin-viande) des paiements directs aux produits en contrepartie d'une diminution du soutien des prix. Toutes choses égales par ailleurs, ces nouvelles dépenses budgétaires se substituent en partie à certaines dépenses de soutien des marchés (restitutions aux exportations, par exemple), mais aussi aux transferts non budgétaires que supportaient les clients de l'agriculture via des prix intérieurs soutenus ; de plus, des productions végétales consommées dans les exploitations et non commercialisées sont éligibles aux aides à l'hectare (maïs-fourrage, par exemple), alors qu'elles ne généraient pas de dépenses publiques spécifiques auparavant. Cette expansion de la forme budgétaire du soutien aux produits entraîne mécaniquement une augmentation de la dépense.

Ce soutien direct aux produits est cependant « semi-découplé », assis sur des références historiques et régionales, et non plus proportionnel aux quantités produites chaque année : ainsi, par rapport à la période antérieure, la dépense est certes majorée, mais elle tend à se stabiliser. Cette stabilisation à un niveau supérieur est visible en fin de période de la série « concours publics à l'agriculture productive » du graphique 1, abstraction faite du pic de 1993 déterminé par le cumul des aides directes instaurées par la réforme de la PAC et des dépenses de soutien de marché héritées des années antérieures et de l'augmentation conjoncturelle de 1996 lié aux mesures exceptionnelles de soutien prises dans le contexte de la « crise de la vache folle ».

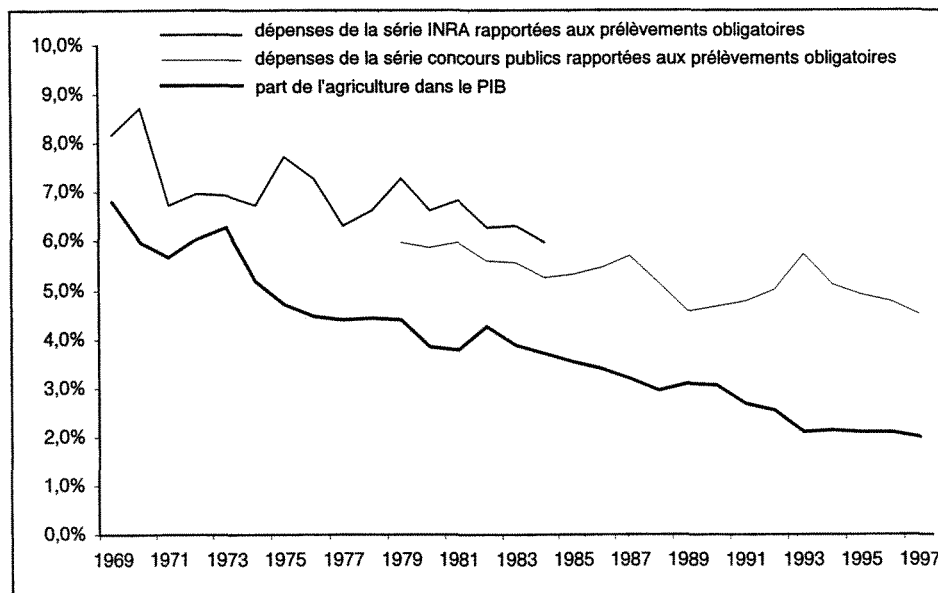
Diminution des dépenses agricoles relativement à l'ensemble des dépenses publiques

Pour situer l'évolution des dépenses agricoles par rapport à la dépense publique totale, nous avons rapporté les montants de la série « INRA », puis ceux de notre série « concours publics », aux montants des prélèvements obligatoires tels que définis dans les comptes de la Nation. Les dépenses agricoles sont considérées ici au sens large (concours publics totaux, incluant notamment le financement public de la protection sociale en agriculture). L'indicateur ainsi obtenu permet de relativiser l'évolution de la dépense agricole, mais il ne représente pas rigoureusement le « poids de l'agriculture » dans la dépense publique totale, et ce pour deux raisons :

- les dépenses agricoles prises en compte intègrent les versements effectués en France par le FEOGA (optique « retours »), alors que les prélèvements obligatoires comprennent des ressources fiscales transférées par la France au budget de l'Union européenne (optique contribution),
- en matière de protection sociale, les concours publics à l'agriculture ne comprennent pas les cotisations professionnelles, alors que celles-ci sont incluses dans les prélèvements obligatoires.

Graphique 3 – Dépenses agricoles relatives (*) et part de l'agriculture dans le PIB

(*) Série « INRA » 1969-1984 et série « concours publics » 1979-1997, rapportées aux prélèvements obligatoires.



Outre l'évolution des dépenses agricoles relatives, nous avons reporté sur le graphique 3 celle de la part de l'agriculture dans l'économie (valeur ajoutée brute de la branche agricole rapportée au PIB). On constate que les dépenses agricoles évoluent moins vite que les prélèvements obligatoires, le ratio diminuant presque de moitié sur la période considérée (1969-1997).

Les dépenses agricoles relatives baissent donc, tout comme la part de l'agriculture dans le PIB, mais les deux évolutions ne restent pas parallèles. Assez faible en début de période, l'écart entre les deux courbes s'accroît, notamment en fin de période sous l'effet de la réforme de la PAC de 1992 : la baisse des prix agricoles accentue la diminution du poids de la branche dans le PIB tandis que les aides directes ont une incidence contraire sur les dépenses.

LA PROGRESSION DES CONCOURS PUBLICS À L'AGRICULTURE PRODUCTIVE

Après le cadrage en longue période de l'ensemble des dépenses bénéficiant à « l'agriculture », au sens large et institutionnel, l'analyse sera désormais centrée sur les seuls « concours publics à l'agriculture productive ».

La dépense considérée ici correspond donc aux financements publics (nationaux et communautaires) bénéficiant directement aux activités et aux produits agricoles. Ces financements prennent la forme de subventions à la branche « agriculture », ou la forme de subventions aux branches de l'amont ou de l'aval ayant pour effet d'améliorer les prix perçus par la branche agricole. On se limitera à la série 1979-1998 car, sur cette période, les données sont plus précises et homogènes, autorisant des analyses plus fines et des rapprochements avec divers agrégats des comptes de l'agriculture.

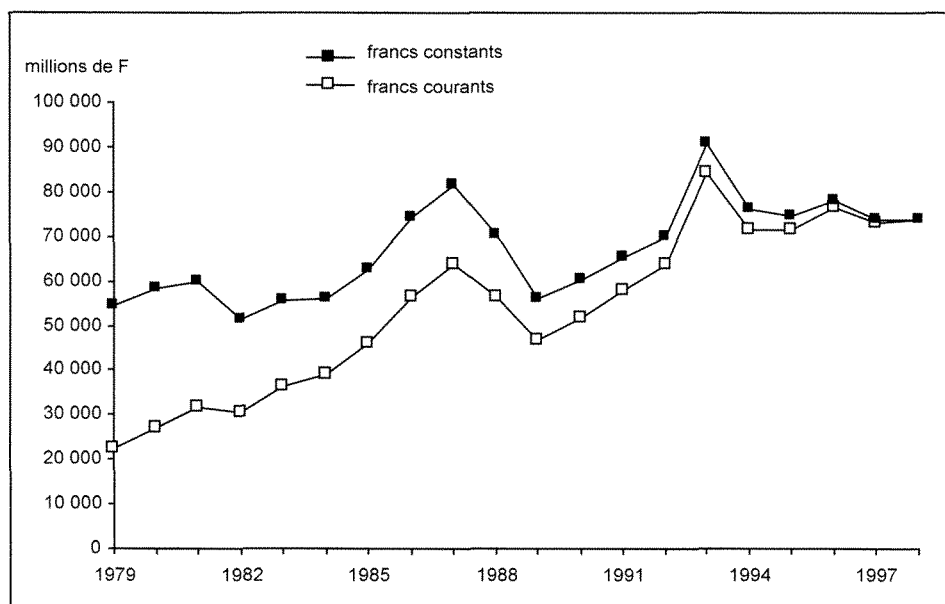
L'effet de la réforme de la PAC de 1992

Sur le graphique 4, la représentation en francs constants relativise l'augmentation de la dépense en tenant compte de l'évolution générale des prix à la consommation. Les variations conjoncturelles s'en trouvent également atténuées, et notamment les « pics », déjà évoqués, de 1987 (fortes restitutions aux exportations de céréales) et 1993 (cumul des nouvelles aides directes et du reliquat des dépenses de soutien de marché antérieures à la réforme de 1992).

Ainsi déflatés, les concours publics ont progressé en 20 ans de 21 milliards de francs (+40%). Abstraction faite du pic conjoncturel de 1987, la progression en francs constants est peu marquée jusqu'en 1990 et l'évolution tendancielle en francs courants est en grande partie imprimée par l'inflation.

La dépense en francs constants subit une accélération entre 1991 et 1994 (même sans tenir compte du pic de 1993), soit lors de la montée en puissance des paiements directs aux produits mis en place par la réforme de la PAC de 1992.

Graphique 4 - Les concours publics à l'agriculture productive de 1979 à 1998
Millions de francs courants et de francs constants 1998 déflatés par l'indice INSEE des prix à la consommation



La croissance des concours publics à l'agriculture productive est liée à celle du volume des livraisons agricoles

Les trois variables que l'on met en relation ici sont :

- les concours à l'agriculture productive déflatés par l'indice des prix à la consommation,
- la valeur des livraisons de la branche agricole, déflatée par le même indice,
- la valeur des livraisons de la branche agricole, déflatée par l'indice des prix de ces livraisons : on obtient ainsi un indicateur du volume des livraisons de l'agriculture.

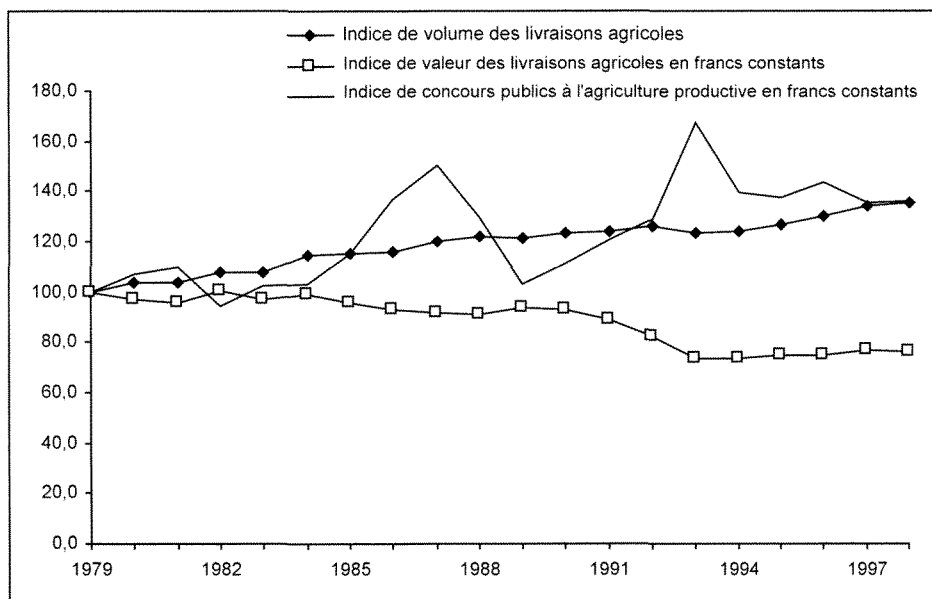
Ces trois variables sont en outre présentées en indice (100 en 1979) sur le graphique 5 ci-après.

Dépenses publiques en hausse, valeur des livraisons en baisse

Abstraction faite des variations conjoncturelles, les concours publics à l'agriculture productive suivent tendanciellement le volume des livraisons, ce qui n'a rien de surprenant compte tenu du poids des dépenses « de soutien de marché et d'orientation ». Ces dépenses sont en effet fortement couplées à la production jusqu'à la réforme de la PAC de 1992, prenant principalement la forme de restitutions à l'exportation ou de frais d'intervention et de stockage. Le soutien budgétaire devient seulement « semi-découplé » par la suite, les aides directes compensatrices des baisses de prix instaurées par la réforme de 1992 étant assises sur les dimensions de l'appareil de production (superficies, cheptel).

Les deux courbes des livraisons reflètent l'effet de la baisse des prix instaurés par la réforme de la PAC de 1992 : alors que le volume des livraisons continue d'augmenter, leur valeur déflatée par l'indice des prix à la consommation accentue sa baisse entre 1990 et 1993, pour tendre à se stabiliser par la suite.

Graphique 5 – Evolution des concours publics à l'agriculture productive, de la valeur et du volume des livraisons
Indice 100 en 1979



La relative stabilité de la dépense rapportée au volume produit

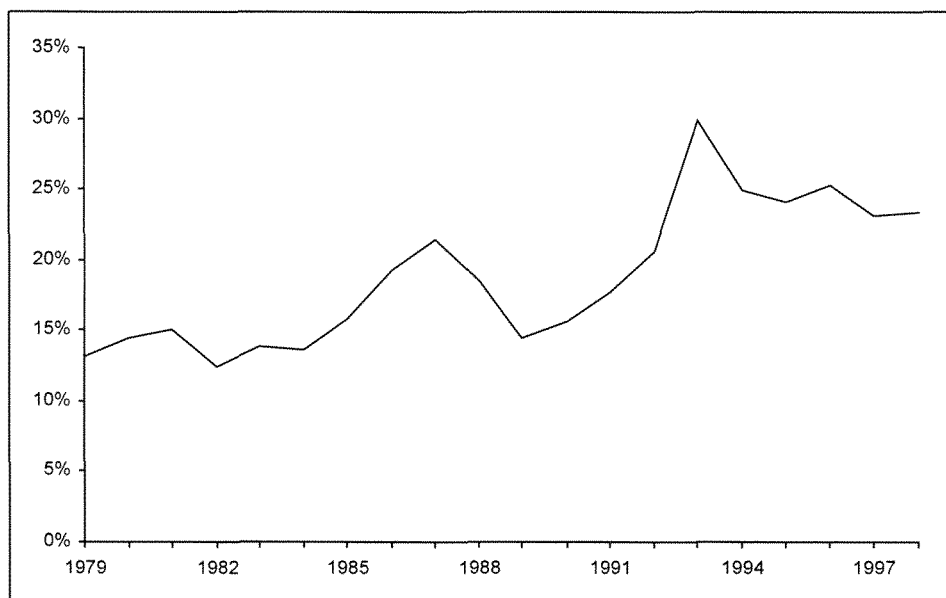
La baisse des prix agricoles en termes réels détermine mécaniquement la tendance à la hausse du taux de soutien budgétaire global de l'agriculture lorsqu'on calcule ce ratio en rapportant les concours publics à la **valeur** des livraisons, alors que ce taux tend plutôt à la stabilité lorsqu'on le mesure en référence au **volume** des livraisons (Cf. graphiques 6a et 6b)⁹.

L'évolution du taux de soutien rapporté au volume des livraisons est présenté en indice (graphique 6b) car seule l'allure de la courbe a une signification, les valeurs prises par le ratio étant quant à elles dépendantes de l'année de référence des deux déflateurs (indice de volume des livraisons agricoles, indice général des prix) utilisés dans le calcul.

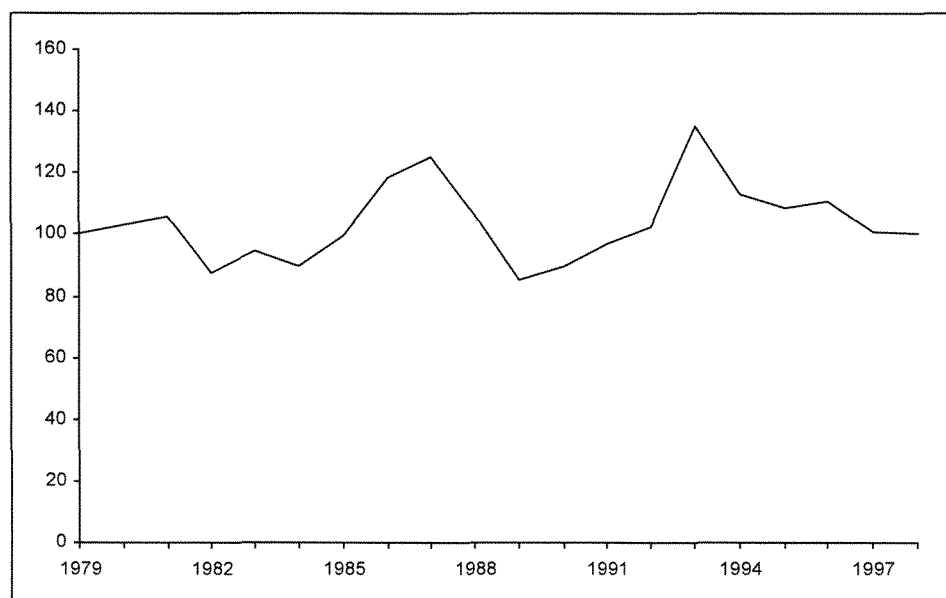
⁹ Alternativement à la référence au volume des livraisons, dans l'objectif d'obtenir un indicateur de soutien relativement indépendant du système de prix, on peut rapporter les concours publics à la valeur des livraisons augmentée des aides directes compensatrices des baisses de prix.

Graphique 6 – Evolution du taux de soutien budgétaire global

6a - Concours publics à l'agriculture productive rapportés à la valeur des livraisons



*6b - Concours publics à l'agriculture productive rapportés au volume des livraisons
Indice 100 en 1979*



La croissance des concours publics à l'agriculture productive et l'évolution du revenu agricole par exploitation

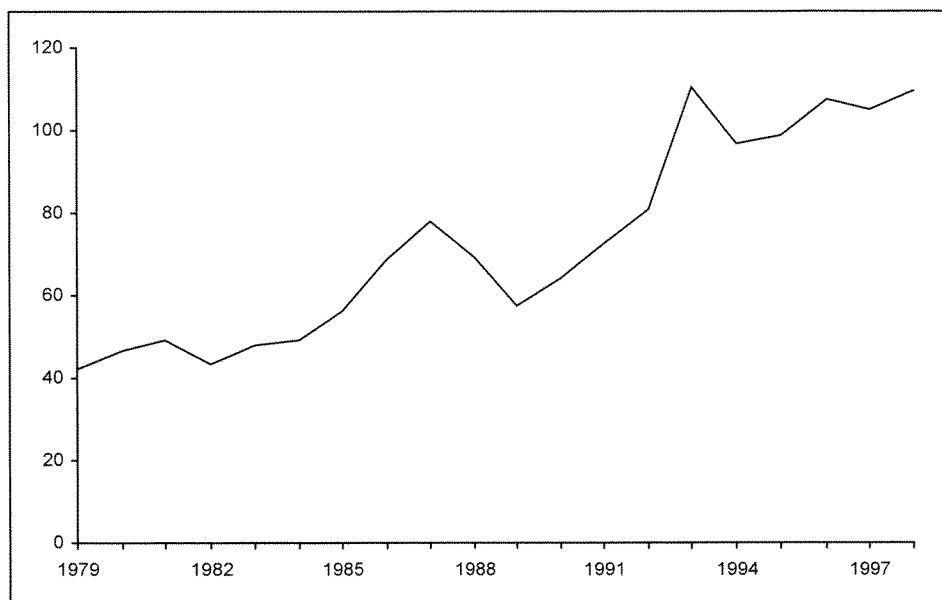
Un volume de production croissant, auquel est liée l'évolution de la dépense, est réalisé par un nombre décroissant d'exploitations agricoles : d'où l'augmentation des concours publics par exploitation, amplifiée en fin de période par l'effet de la réforme de la PAC sur le niveau de la dépense : les nouvelles aides directes relayent pour partie le soutien non budgétaire que supportaient, via les prix, les clients de l'agriculture.

Les effets de la réforme de la PAC et de la démographie agricole sur la dépense par exploitation

De 1979 à 1998, le niveau moyen des concours publics par exploitation a augmenté de 70 milliers de francs (en francs constants 1998). La progression est brutale entre 1991 et 1994, sous l'effet des mécanismes de la réforme de la PAC.

Graphique 7 – Concours publics à l'agriculture productive rapportés au nombre d'exploitations

Unité : milliers de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



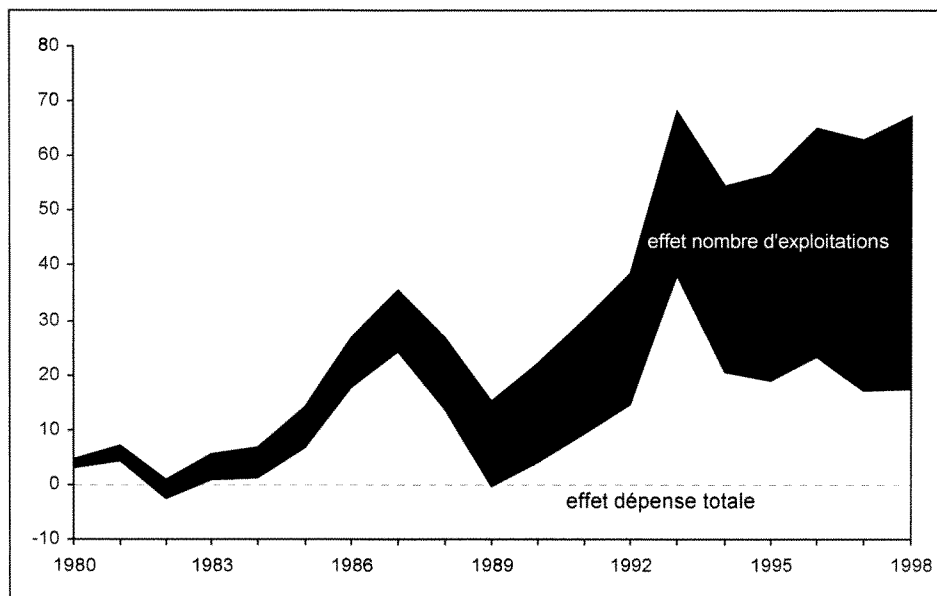
Le graphique suivant (n°8) décompose cette progression année par année en distinguant deux effets additifs : l'effet « dépense totale » (variation de la dépense totale entre l'année n et l'année $n-1$, rapportée au nombre d'exploitations de l'année n) et l'effet « nombre d'exploitations » (variation de l'inverse du nombre d'exploitations entre l'année n et l'année $n-1$, appliquée à la dépense totale de l'année n).

Jusqu'en 1989, « l'effet dépense totale » l'emporte dans l'évolution des concours publics par exploitation. À la veille de la réforme de 1992, l'effet « diminution des exploitations » prend davantage d'importance, l'emportant entre 1989 et 1991 sur l'effet « dépense totale ».

À partir de 1994, des dépenses budgétaires sous forme d'aides directes aux produits viennent se substituer au soutien non budgétaire supporté, via les prix garantis, par l'aval de l'agriculture ; ce mécanisme porte la dépense à un niveau supérieur à ceux atteints précédemment (année particulière 1993 exceptée). L'effet « dépense totale » prend ainsi une nouvelle ampleur, tout en se stabilisant, du fait du « semi-découplage » des soutiens directs instaurés par la réforme. Par contre, la diminution du nombre d'exploitations s'accélère et devient prépondérante dans la croissance du niveau moyen de concours publics par exploitation.

Graphique 8 – Décomposition de la croissance des concours moyens par exploitation

Unité : milliers de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



L'impact des concours publics sur l'évolution du revenu moyen

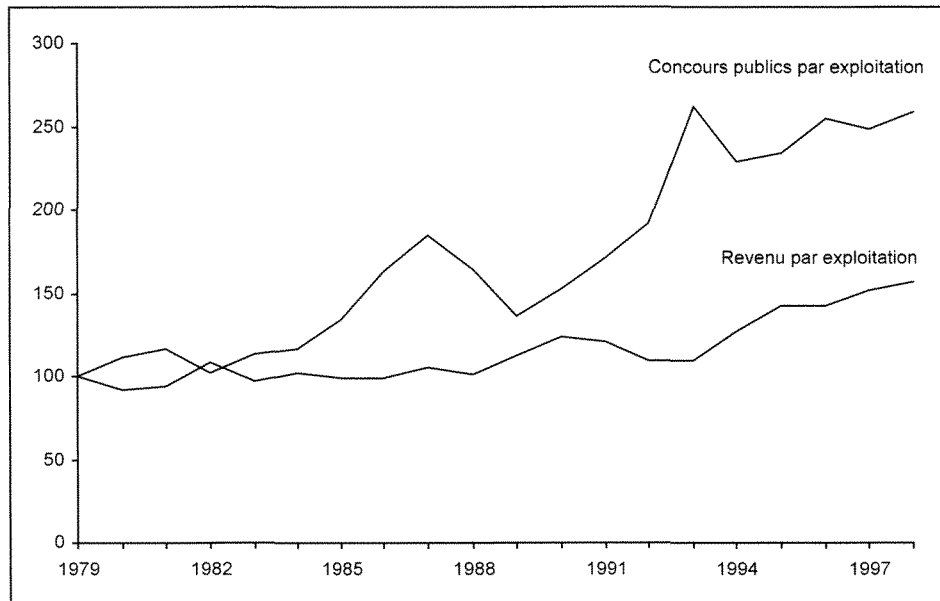
La comparaison des évolutions des concours publics et du revenu moyen révèle deux périodes (graphique 9) :

- avant la réforme de la PAC de 1992, le revenu moyen évolue moins rapidement que les concours publics par exploitation. Au cours de cette période, le soutien des revenus agricoles est principalement assuré par le soutien des marchés dont le coût peut augmenter sous l'effet de facteurs conjoncturels (déséquilibre offre-demande, prix mondial) sans améliorer le revenu agricole dans les mêmes proportions ; il ne s'identifie pas donc pas au transfert perçu par l'agriculture. Sur 1979-1989, l'efficacité des transferts publics (en termes d'accroissement du revenu, rapporté à l'accroissement des dépenses) paraît donc assez faible ; au mieux, ces transferts publics croissants semblent assurer le maintien des revenus en francs constants,
- à partir de 1994, en situation de réforme accomplie, les concours publics et le revenu par exploitation évoluent à peu près parallèlement, à un rythme principalement déterminé par la diminution du nombre d'exploitations.

La montée en puissance d'aides directes indépendantes des prix de marché dans un contexte de stabilisation de ces derniers¹⁰ améliore la corrélation entre croissance des dépenses publiques et progression des revenus. L'année 1996 fait toutefois exception : avec la crise de la « vache folle », on enregistre à la fois une hausse des dépenses publiques et un fléchissement du revenu moyen.

¹⁰ Stabilisation du prix *global* des livraisons agricoles, illustrée plus loin sur le graphique 10, et recouvrant évidemment des situations contrastées selon les produits (raffermissement du prix des céréales, baisse de celui de la viande bovine...).

Graphique 9 – Variation comparée des concours publics et du revenu par exploitation
Valeurs en francs constants 1998 (déflateur : indice des prix à la consommation), indice 100 en 1979



La diminution de la « dépense collective globale » pour l'agriculture française

L'évolution divergente des concours publics et de la valeur des livraisons, illustrée par le graphique 5, conduit à l'hypothèse de la baisse de la « dépense collective globale », supportée par les clients de l'agriculture française qui en payent les livraisons et par les contribuables qui en financent le soutien budgétaire¹¹.

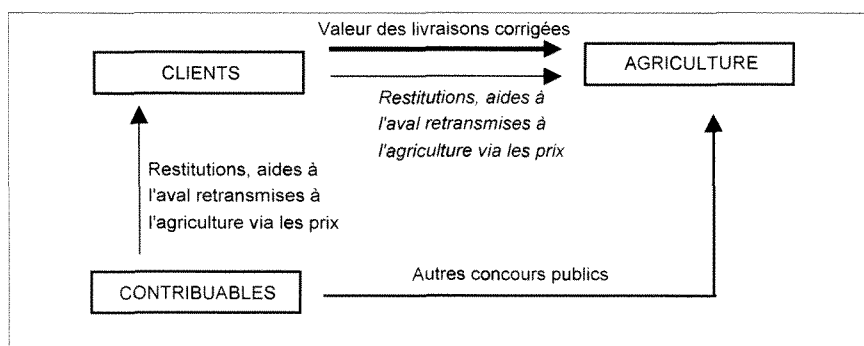
Définition de la notion de dépense collective globale

Mesuré par les concours publics à l'agriculture productive, le soutien budgétaire comprend les dépenses européennes effectuées en France (et non pas la participation de la France au budget agricole communautaire) : c'est donc la dépense des *contribuables européens* au profit de l'agriculture française qui est prise en compte. La dépense des clients de l'agriculture française est appréciée ici sans préjuger de leur nationalité : on ne déduit pas des livraisons de la branche agricole françaises les exportations sur l'UE, ni celles sur pays tiers¹².

La dépense des contribuables et celle des clients doivent être additionnées sans double compte : il faut donc déduire de la dépense des clients (livraisons) les subventions qu'ils reçoivent des contribuables et qu'ils transmettent, via les prix, aux producteurs agricoles. On corrige donc la valeur des livraisons en lui retranchant une partie des concours publics classés parmi les soutiens de marché : restitutions aux exportations, restitutions à la production (aides à l'aval répercutées aux producteurs sous forme de prix majorés). Le raisonnement se fonde donc sur le schéma des flux suivant :

¹¹ Avant son développement dans cet article, la notion de « dépense collective globale » avait été définie et utilisée sous une forme légèrement différente par Bernard Dechambre (MAP-DAFE-SDEPE, bureau de l'évaluation et de la prospective)

¹² En faisant l'hypothèse que les livraisons de produits agricoles français, qu'elles soient ou non destinées à l'exportation sur l'UE ou sur pays tiers, ont un premier acheteur européen, la dépense des clients est mesurée au même niveau (européen) que la dépense des contribuables.



Les trois temps de l'évolution de la dépense collective globale pour l'agriculture

Le graphique 10 révèle la tendance à la baisse de la dépense :

- jusqu'en 1991, le montant varie de façon conjoncturelle tout en présentant une légère tendance à la baisse,
- dans les années de montée en puissance de la dernière réforme de la PAC, la dépense décroît sous l'effet de la baisse des prix agricoles et malgré la croissance des soutiens budgétaires,
- la dernière période est celle du « régime de croisière » de la réforme de 1992 : les concours publics sont en partie stabilisés par les nouveaux dispositifs « semi-découplés » mais la reprise de la croissance des livraisons en valeur (sous l'effet d'une évolution favorable des prix) détermine une tendance à la hausse de la dépense collective globale.

La baisse des prix agricoles l'emporte sur la croissance des volumes et du soutien

Sur l'ensemble de la période considérée, la dépense globale a décru d'environ 60 milliards de francs constants 1998 (soit -14%), sous l'effet de la diminution de la valeur des livraisons (80 MdF), partiellement compensée par l'accroissement de la dépense publique (20 MdF).

La dépense de soutien en termes réels et le volume des livraisons agricoles augmentant tous les deux, la tendance à la diminution de la « dépense collective globale » ne s'explique donc que par la baisse du prix des livraisons agricoles en termes réels, telle que la retrace le graphique 11.

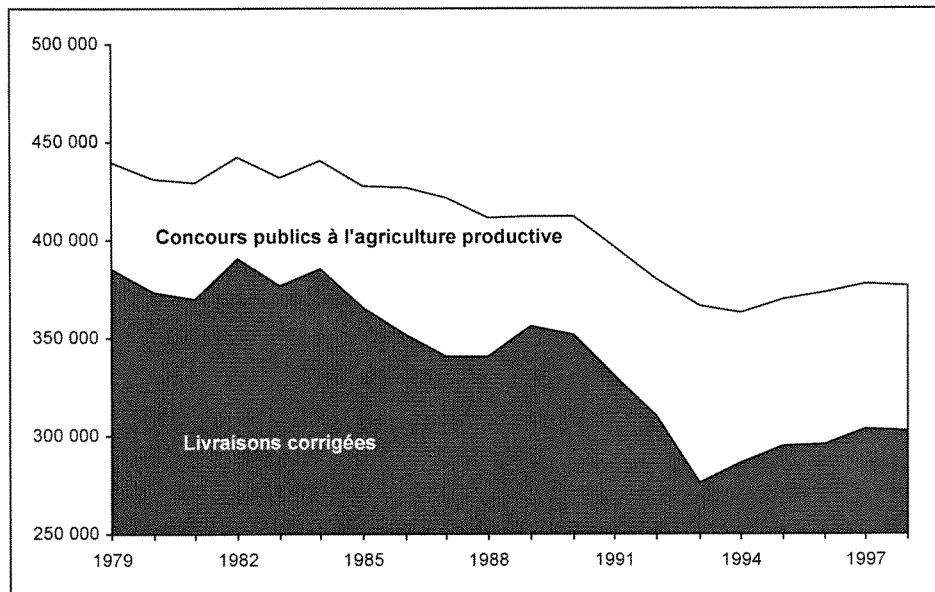
L'indice des prix des livraisons agricoles en termes réels (en francs constants, déflatés par l'indice des prix à la consommation) est obtenu en rapportant l'indice des prix courants des livraisons agricoles à l'indice général des prix à la consommation.

La croissance de l'indice général des prix à la consommation est nettement plus soutenue que celle de l'indice des prix courants agricoles : il en résulte l'évolution à la baisse des prix agricoles en termes réels, pratiquement divisés par deux en 20 ans. Cette baisse est marquée sur la période 1979-1993 ; par la suite, les prix agricoles réels tendent à la stabilité.

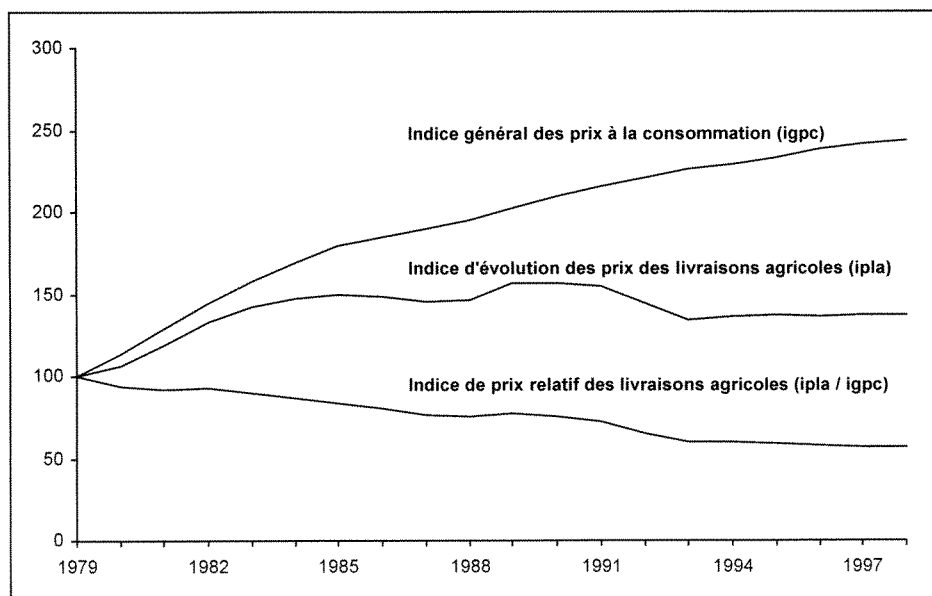
La croissance de la production agricole amplifie l'effet de la baisse de la dépense collective globale

Ramenée à l'unité de volume, la dépense collective globale pour l'ensemble des produits agricoles baisse de plus de 20% sur la période étudiée, tout en enregistrant de fortes fluctuations conjoncturelles (graphique 12). Cette dépense unitaire est actuellement au même niveau qu'à la veille de la réforme de la PAC.

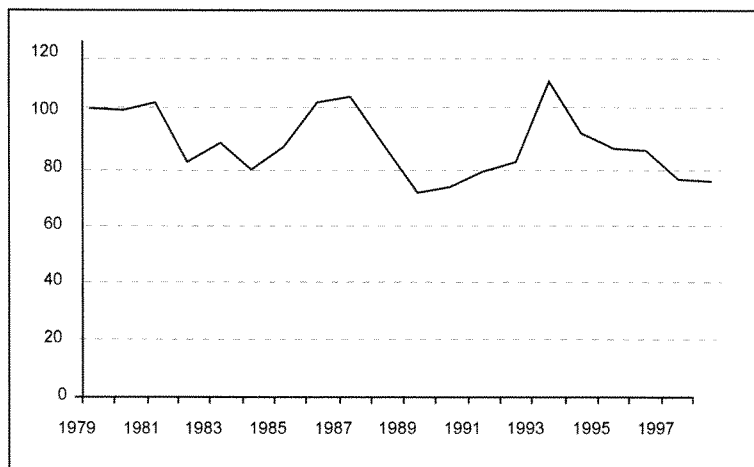
Graphique 10 – Évolution de la dépense collective globale pour l'agriculture française
 (= livraisons – aides transitant par les clients + concours publics à l'agriculture productive)
 En millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 11 – Baisse du prix des livraisons agricoles en termes réels
 Base 100 en 1979



Graphique 12 – Dépense collective globale par unité de volume
Base 100 en 1979



La dépense collective globale par unité de volume, représentée ci-contre en indice, est le rapport entre :

- la somme des concours publics à l'agriculture productive et des livraisons (corrigées) de la branche agricole, en francs constants (déflateur : indice générale des prix à la consommation) et exprimée en indice,
- l'indice de volume des livraisons, retraçant l'évolution des livraisons à prix **agricoles** constants.

Remarques sur la rationalité du soutien agricole

La tendance à la baisse de la dépense collective globale pour l'agriculture ne peut être invoquée pour justifier l'existence du soutien public, mais elle permet au moins de lui reconnaître une certaine rationalité.

En contrepartie de concours publics croissants, la société a bénéficié de quantités croissantes de produits agricoles, et cela à coût total décroissant du fait de la baisse continue des prix agricoles réels. Le transfert ne s'est donc pas opéré uniquement au profit du secteur agricole, une partie a été captée par ses clients au travers de la baisse des prix agricoles.

Les soutiens publics à l'agriculture peuvent être ainsi analysés comme un système d'incitation à l'élévation de la productivité agricole et de régulation du transfert d'une partie de ces gains de productivité vers l'aval via la baisse des prix agricoles.

LES CHANGEMENTS DE STRUCTURE DE LA DÉPENSE

La nomenclature des concours publics à l'agriculture productive ventile ces dépenses en « ensembles » d'actions, en fonction de leurs objectifs :

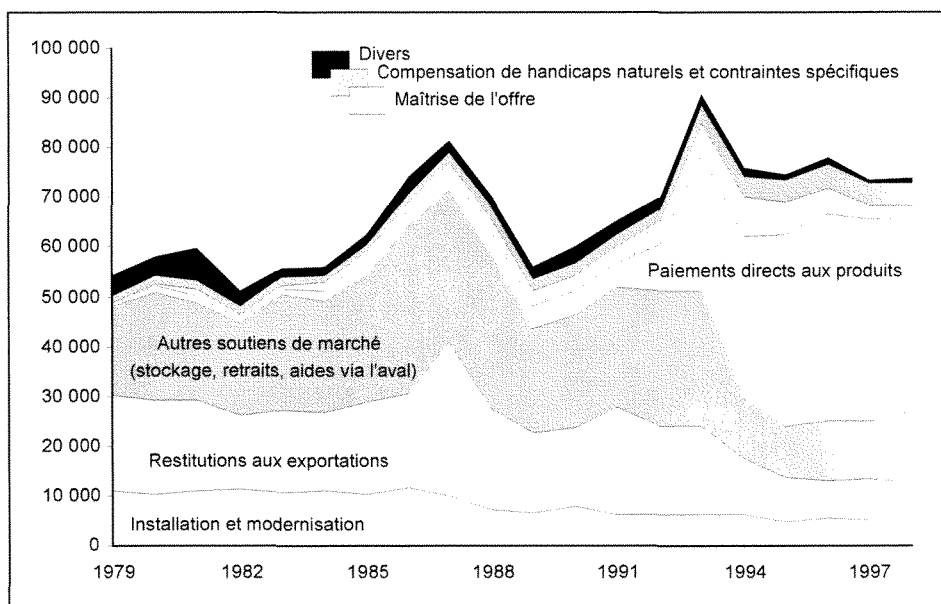
- **installation et modernisation** (comprenant les aides aux jeunes agriculteurs, la bonification d'intérêts des emprunts agricoles et divers aides à l'investissement),
- **soutien et orientation des productions** (par l'action sur les prix et l'intervention sur le marché, ou par la voie d'aides directes aux produits),
- **maîtrise de l'offre** (indemnisation du retrait de facteurs de production : gel des terres, cessation d'activité laitière, arrachage de plantations),
- **compensation de handicaps naturels et de contraintes spécifiques** (indemnités compensatrices de handicaps naturels, ou ICHN, servies aux exploitants des zones défavorisées et de montagne, aides accordées en contrepartie du respect de contraintes environnementales),
- les autres ensembles définis dans la nomenclature (aides transitoires, calamités agricoles, lutte sanitaire et autres) sont ici regroupés sous l'intitulé « divers ».

Recomposition du soutien aux productions

Sur le graphique ci-après (n°13), l'ensemble « soutien et orientation des productions », largement dominant sur toute la période étudiée, a été ventilé par grands types d'instruments :

- les **restitutions aux exportations**, subventionnant l'écoulement des produits sur pays tiers,
- les **autres instruments de soutien des marchés** (exemples : stockage de grains, de viande ou de poudre de lait, retraits de fruits et légumes, distillation du vin, subventions aux « triturateurs » d'oléagineux),
- les **paiements directs aux produits**, subventions perçues par le producteur agricole, et assises sur les quantités produites ou les facteurs de production mis en œuvre (superficies, tête de bétail).

Graphique 13 – Évolution des ensembles de dépenses



La recomposition qui, suite à la dernière réforme de la PAC en 1992, s'opère entre ces différents instruments au profit des paiements directs et aux dépens des soutiens de marché, divise nettement en deux la période étudiée.

Ainsi qu'on l'a précisé par ailleurs, ce changement d'instrumentation se traduit par une certaine stabilisation de la dépense, mais à un niveau supérieur à celui qui prévalait avant réforme. Une partie des nouveaux paiements directs prenant le relais de transferts non budgétaires que supportaient les clients de l'agriculture du fait du soutien des prix. On note toutefois qu'avant 1992, les dépenses de soutien pouvaient atteindre des niveaux conjoncturels très élevés (« pic » de restitutions céréalières en 1987).

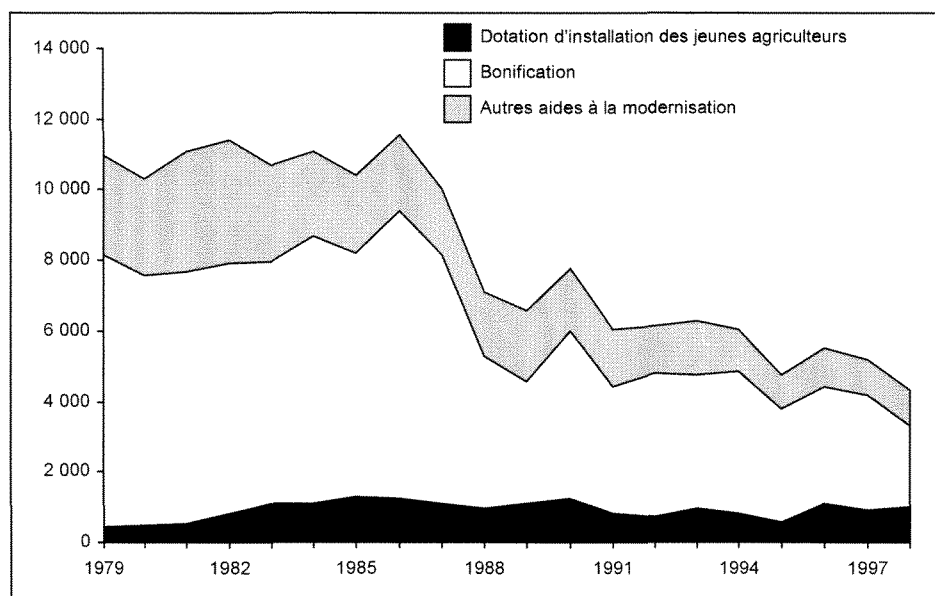
Compte tenu du poids des dépenses de soutien des produits, l'évolution des autres ensembles a un impact plus modeste sur la masse des concours publics à l'agriculture.

Installation et modernisation : baisse des dépenses de bonification

La baisse sensible des dépenses d'installation et de modernisation à partir de 1987 est imputable à la diminution de la charge de bonification sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt, et, dans une moindre mesure, sous l'effet des restrictions apportées au champ de la bonification

(notamment en matière de prêts fonciers). Les autres dépenses de modernisation recouvrent principalement des opérations d'aménagements hydrauliques et fonciers (remembrement) qui se sont sensiblement réduites en francs constants depuis 1987.

Graphique 14 – Evolution de l'ensemble « installation et modernisation »
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Maîtrise de l'offre : l'aide à la cessation laitière accompagne la mise en place des quotas

L'instauration du contingentement de la production laitière européenne en 1984 sera suivie d'importants programmes européens et nationaux d'aide à la cessation d'activité laitière ; avant cette période, on enregistre déjà quelques dépenses du FEOGA-Garantie en faveur de la maîtrise de la production laitière mais l'essentiel des dépenses de maîtrise de l'offre se résument aux opérations d'arrachage de vignes, et, dans une moindre mesure, de vergers. À partir de 1987 et jusqu'à la mise en œuvre de la réforme de la PAC de 1992, les financements des programmes d'aide à la cessation laitière deviennent prépondérants dans les dépenses de maîtrise de l'offre. Dès 1988, « l'aide au retrait des terres agricoles » est proposée par la Communauté aux exploitations qui « gèlent » au moins 20% de leur superficie pendant cinq ans. Mais c'est avec la réforme de la PAC que le gel des terres prend une place prépondérante dans l'ensemble des dépenses de maîtrise de l'offre en tant qu'instrument majeur de régulation de la production.

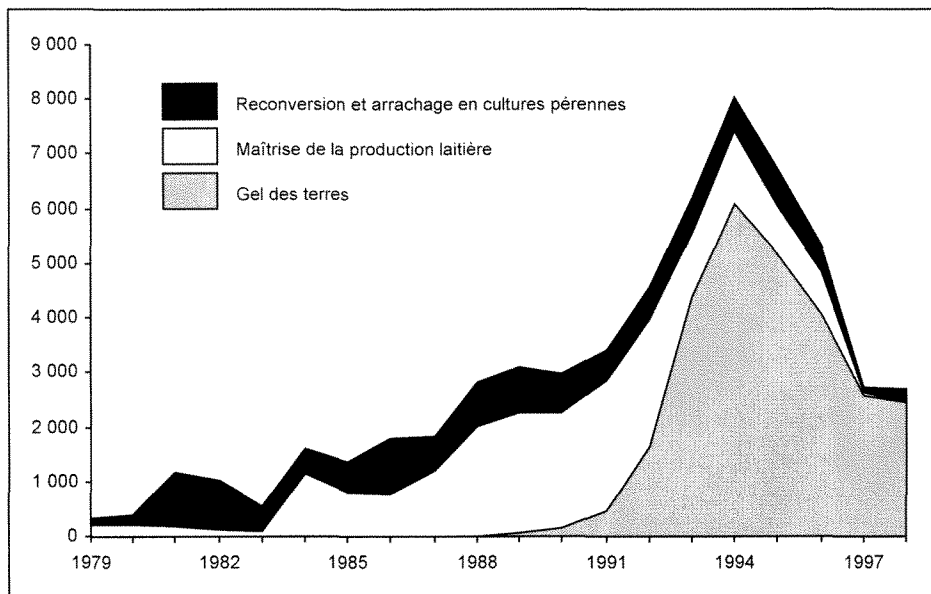
Compensation de handicaps et de contraintes spécifiques : l'extension des ICHN

La « prime au maintien des systèmes d'élevage extensif », instaurée dans le cadre du volet communautaire agri-environnemental d'accompagnement de la réforme de la PAC, vient conforter à partir de 1993 l'ensemble « compensation de handicaps et de contraintes », jusque-là principalement composé par les indemnités compensatrices de handicaps naturels.

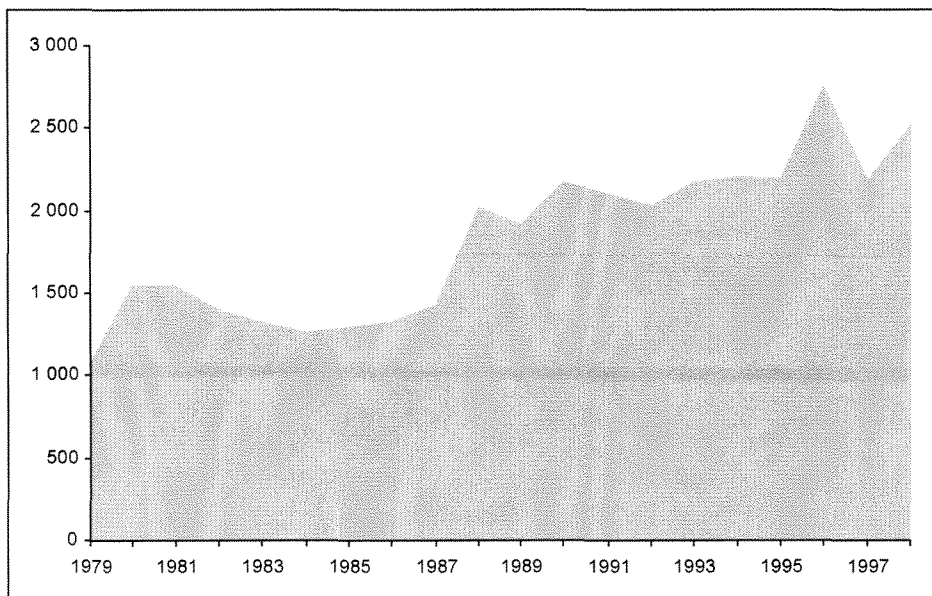
L'évolution de ces dépenses en faveur de l'élevage de montagne, de piémont et des « autres zones défavorisées » résulte des revalorisations des taux et des extensions de zones et de cheptels éligibles. Parmi ces dernières, on relève, en 1985, l'instauration d'un complément « zone sèche » majorant les indemnités pour les élevages ovins situés dans le périmètre

concerné, en 1987, l'extension de l'indemnité « autres zones défavorisées » à l'élevage bovin allaitant, et en 1990, le relèvement des divers plafonds de cheptels éligibles.

Graphique 15 – Evolution de l'ensemble « maîtrise de l'offre »
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 16 – Évolution de la dépense en indemnités compensatrices de handicaps naturels
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



L'ÉVOLUTION DES SOUTIENS PAR TYPE DE PRODUITS

On s'intéresse ici au seul ensemble « soutien et orientation des productions », composé des dépenses de soutien de marché et des paiements directs aux produits

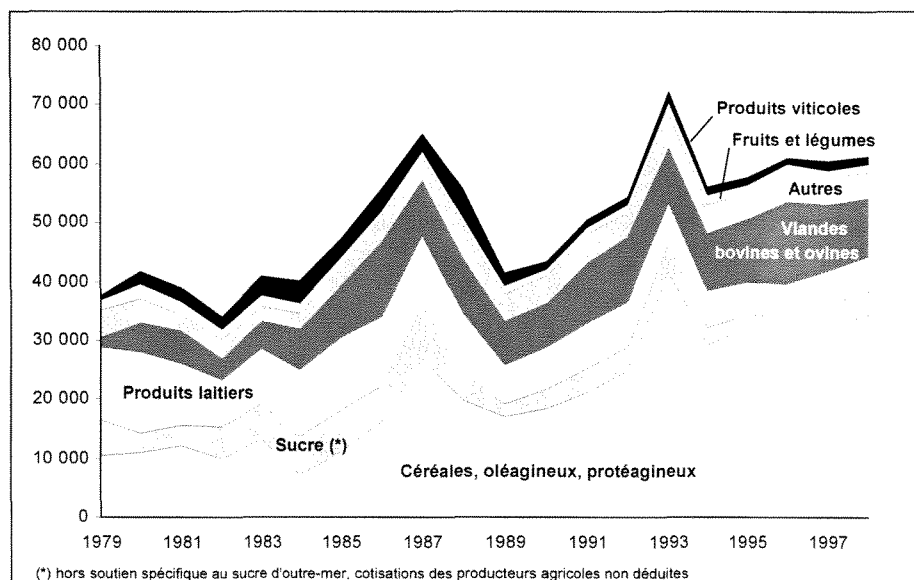
Redistribution de la dépense entre les productions

Jusqu'en 1985, les financements en faveur des produits laitiers et des céréales dominaient les dépenses de soutien aux produits et présentaient des montants comparables (Cf. graphique 17).

Le régime de quotas, instauré en 1984, contribue à juguler les dépenses de soutien aux produits laitiers, tandis que celles affectées aux céréales, aux oléagineux et aux protéagineux progressent fortement : en 1991, à la veille de la réforme de la PAC, elles représentent 40% du total des dépenses de soutien aux produits.

Relativement faibles en tout début de période, les dépenses pour les viandes bovine et ovine viennent au second rang dès la fin des années 80, d'une part, sous l'effet de la progression des soutiens de marché (stockage, restitutions à l'exportation), inhérente au développement de l'offre (l'Europe devient nettement excédentaire en viande bovine à partir de 1986), et d'autre part, sous l'effet des aides directes communautaires successivement instaurées dans ce secteur (en 1980 : prime au maintien des troupeaux de vaches allaitantes, en 1985 : prime compensatrice ovine, en 1987 : prime spéciale aux bovins mâles). À partir de 1992, les dépenses bénéficiant aux produits visés par la réforme de la PAC (céréales-oléagineux-protéagineux, viande bovine) prennent une nouvelle ampleur, avec les aides directes instaurées ou revalorisées en compensation de la baisse des prix garantis.

Graphique 17 – Évolution des dépenses de soutien des produits
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Les variations de la « dépense collective globale » selon les principaux produits

On adapte ici la notion de « dépense collective globale » à l'analyse par produit, en additionnant, pour chaque produit, la valeur des livraisons corrigées et les dépenses de soutien (aides de marché et paiements directs aux produits). Les autres aides affectables aux produits (dépenses de maîtrise de l'offre, aides à l'investissement...) n'ont pas été intégrées dans la « dépense collective globale par produit » : leur prise en compte n'aurait pas sensiblement modifié les conclusions.

Céréales : les aides directes découplées et la remontée des prix font augmenter la dépense

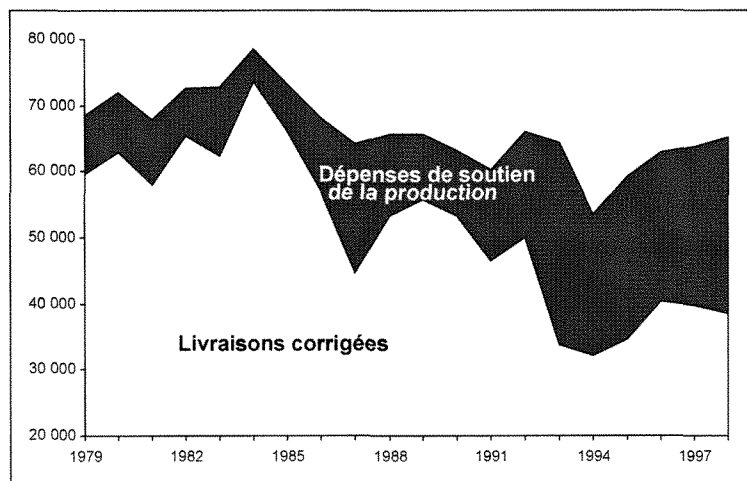
De 1979 à 1984, la dépense collective est croissante, la progression des volumes compensant la dégradation du prix relatif (indice du prix courant des céréales rapporté à l'indice général des prix à la consommation) et la diminution des dépenses de soutien.

De 1985 à 1992, le prix relatif baisse plus nettement et la dépense collective globale décroît malgré la croissance des dépenses de soutien.

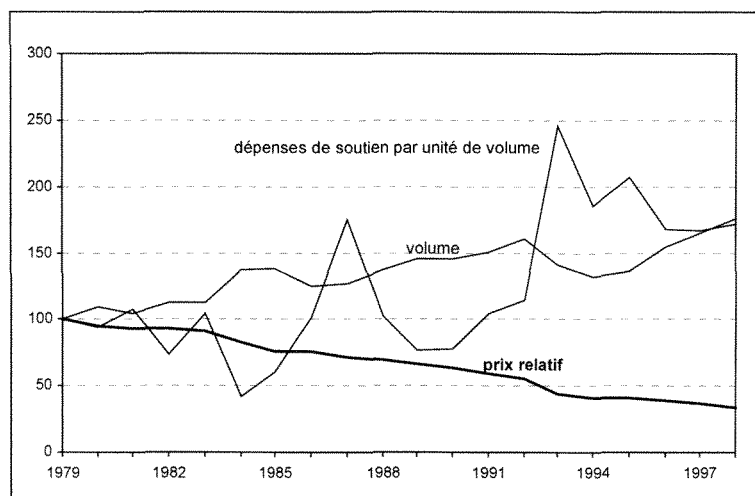
La mise en place de la nouvelle organisation commune du marché des céréales se traduit par une chute de la dépense globale entre 1992 et 1993, sous l'effet du gel des terres (décroissance du volume) et de la baisse des prix, et malgré la croissance du soutien de la production avec l'instauration des aides directes compensatrices de la baisse des prix. À partir de 1995, ces aides, déconnectées des volumes produits et des prix du marché, sont servies dans un contexte de raffermissement des prix relatifs et de reprise de la croissance des volumes : il en résulte une nouvelle croissance de la dépense globale.

Ramenée à l'unité de volume, la dépense collective globale (livraisons corrigées et concours publics) pour les céréales est en diminution sensible de 1979 jusqu'à la veille de la réforme de la PAC ; elle est à peu près stabilisée par la suite (graphique 20).

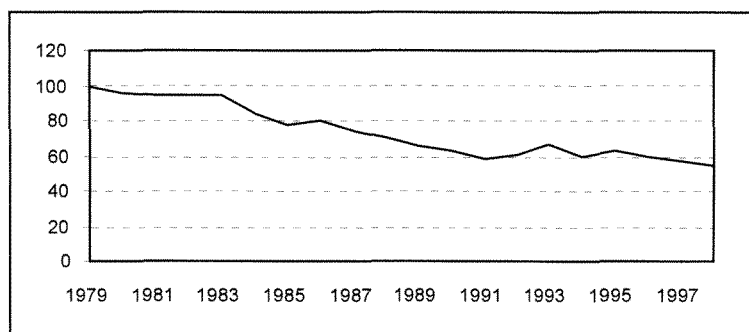
Graphique 18 – Évolution de la dépense collective globale pour les céréales
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 19 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des céréales
Base 100 en 1979



Graphique 20 - Dépense collective globale par unité de volume pour les céréales
Base 100 en 1979

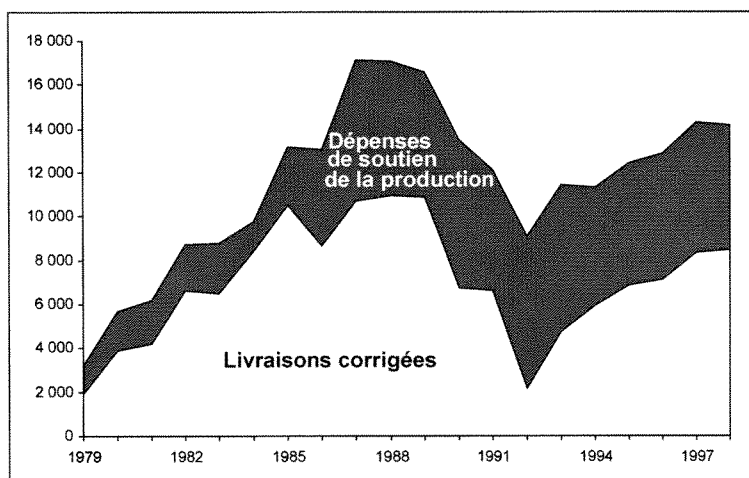


Oléagineux et protéagineux : forte croissance de la dépense avant la réforme de l'OCM

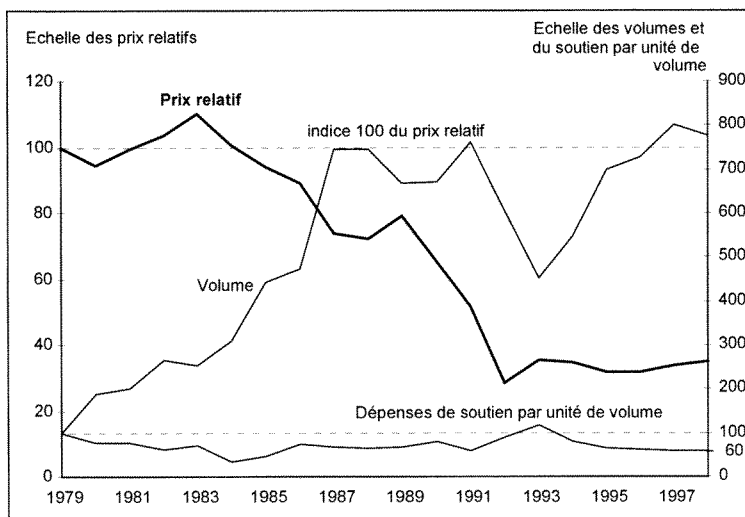
Le développement de la production **d'oléagineux**, encouragé par des aides à l'industrie de la trituration, se traduit au cours des 10 premières années de la période étudiée par une forte croissance de la dépense globale. En 1992, la réforme de l'organisation commune du marché des oléagineux supprime le soutien des prix, instaure des aides directes à l'hectare en compensation de l'alignement des prix intérieurs sur les cours mondiaux, et introduit la régulation de la production par le gel des terres. Il en résulte une baisse des volumes et des prix relatifs (graphique 19), entraînant celle de la dépense globale entre 1991 et 1992. À partir de 1993, la croissance des volumes reprend. Elle constitue le déterminant essentiel de la nouvelle phase de hausse de la dépense globale car les prix deviennent relativement stables : ils jouent donc peu sur les montants des livraisons et des aides directes¹³.

¹³ Contrairement aux céréales, les montants à l'hectare des aides directes aux oléagineux varient chaque année en fonction des prix de marché.

Graphique 21 – Evolution de la dépense collective globale pour les oléagineux
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation

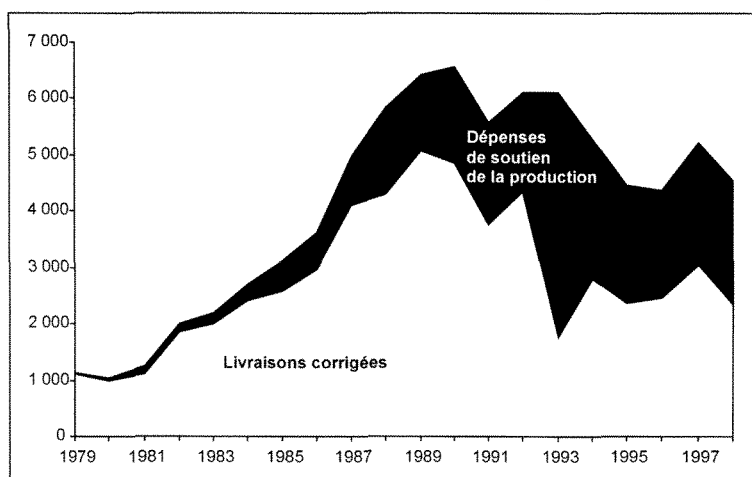


Graphique 22 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des oléagineux
Base 100 en 1979

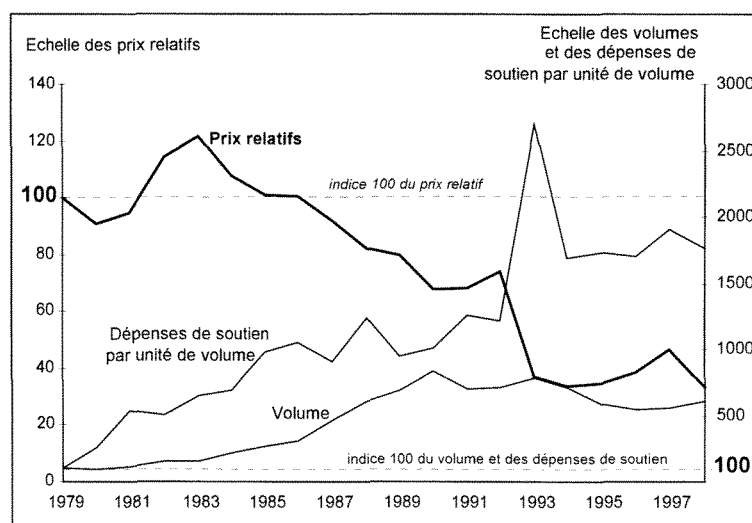


Les évolutions des **protéagineux** sont assez comparables à celles des oléagineux ; avant la réforme de la PAC, les deux types de produits étaient d'ailleurs soutenus par des dispositifs semblables (aides à l'aval), visant l'amélioration du degré d'auto-provisionnement de la Communauté. La dépense globale en francs constants pour les protéagineux croît donc fortement jusqu'au début des années 90, essentiellement sous l'influence de la croissance des livraisons (graphique 21), elle-même uniquement liée à la progression des volumes, les prix relatifs suivant une tendance à la baisse (graphique 22). Sous l'effet de la réforme de l'OCM les prix chutent fortement entre 1992 et 1993, ils se stabilisent par la suite, ainsi que les volumes (à la différence, sur ce point, des oléagineux) et les dépenses de soutien par unité de volume. Au total, l'évolution de la dépense collective globale s'inverse à partir de 1990.

Graphique 23 – Evolution de la dépense collective globale pour les protéagineux
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 24 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des protéagineux
Base 100 en 1979

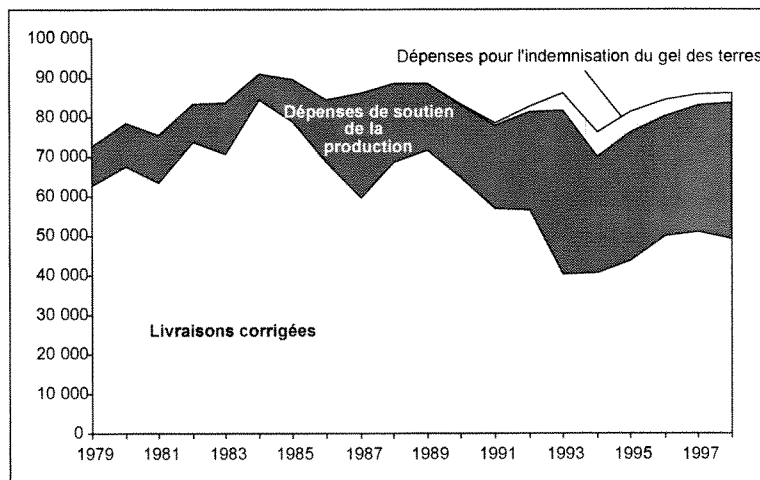


L'ensemble des « COP » (céréales, oléo-protéagineux) : dépense globale en légère progression

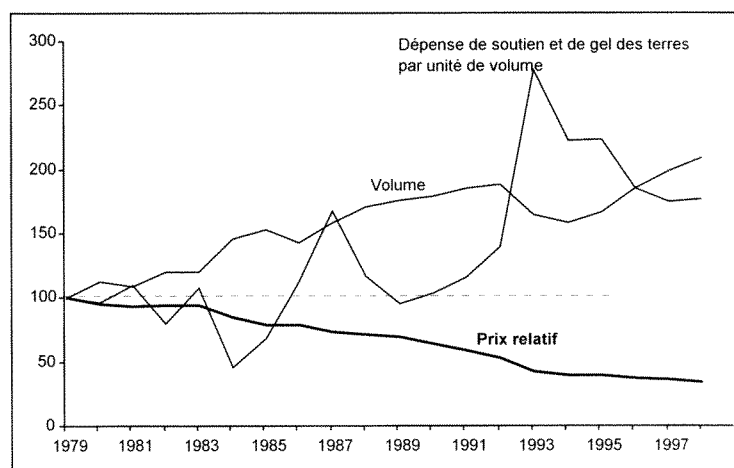
Le graphique 25 représente l'évolution de la dépense globale pour l'ensemble des trois produits de grandes cultures régis par des modalités de soutien comparable (aides à l'hectare compensant la baisse des prix, octroyées sous condition de gel des terres). On a ici inclus les dépenses en indemnisation du gel des terres (leur incidence est modeste sur la tendance de la dépense globale).

En croissance forte et assez régulière jusqu'en 1985 sous l'effet de la progression des livraisons, la dépense globale pour les COP tend à se stabiliser à la veille de la réforme de la PAC, sous l'effet d'une croissance moins soutenue des volumes et d'un reflux du soutien unitaire (graphique 26). Après 1994, la dépense globale augmente à nouveau, principalement sous les effets conjugués de la croissance des volumes, d'une inflexion dans la tendance à la baisse des prix et du régime des aides directes céréalières « découplées » des prix de marché. La dépense globale par unité de volume diminue (-40% sur la période étudiée), la croissance de la production l'emportant sur l'évolution des prix et du soutien (graphique 27).

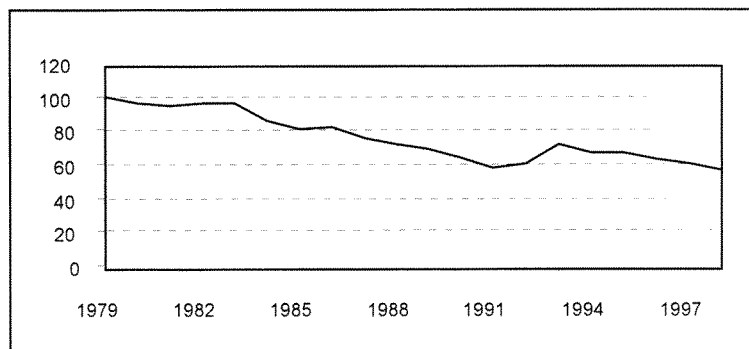
Graphique 25 – Evolution de la dépense collective globale pour les « COP »
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 26 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des « COP »
Base 100 en 1979



Graphique 27 – Dépense collective globale par unité de volume pour les « COP »
Base 100 en 1979



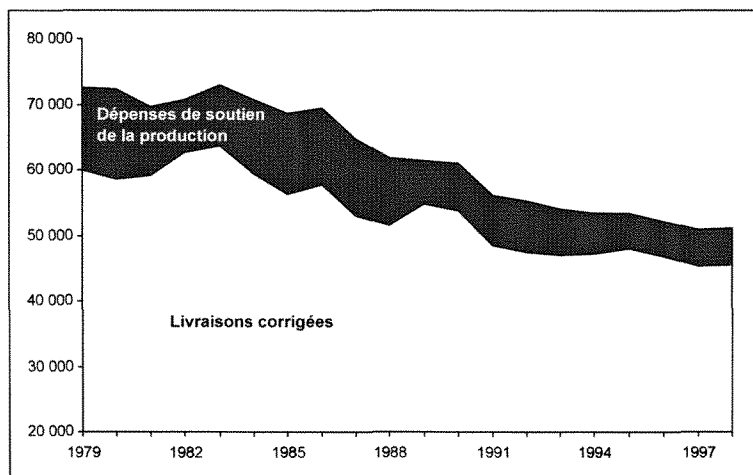
Produits laitiers : les dépenses de soutien ont diminué en longue période

Du fait de la relative stabilité des volumes (graphique 29), consécutive aux quotas, l'évolution de la dépense collective pour la production laitière dépend depuis 1984 essentiellement de celles des prix et des dépenses de soutien.

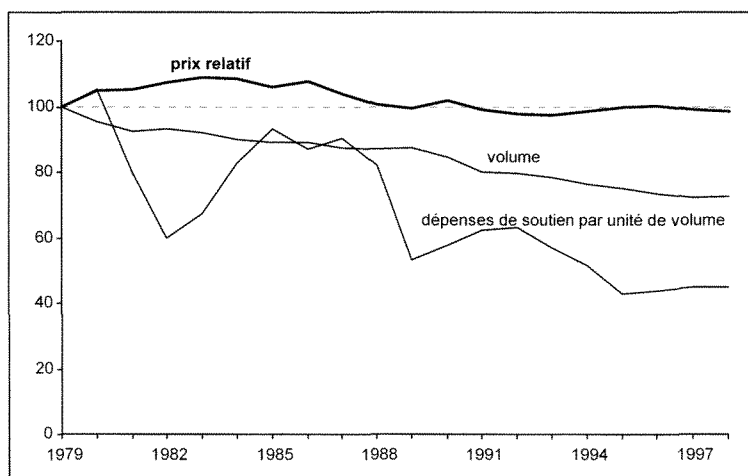
À partir de 1989, et en partie du fait de la maîtrise de la production, les dépenses de soutien laitier tendent à se stabiliser à un niveau sensiblement inférieur à celui de la période précédente. Le prix du lait en termes réels s'inscrit dans une tendance à la baisse, toutefois moins accentuée que celle des autres produits étudiés : la réforme de la PAC de 1992 n'a modifié qu'à la marge les paramètres du soutien des produits laitiers et le système des quotas contribue à stabiliser les prix.

Au total, la dépense collective globale diminue nettement. Elle présentait en début de série un niveau comparable à celui des céréales. (environ 70 milliards de francs constants 1998).

Graphique 28 – Evolution de la dépense collective globale pour les produits laitiers
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation

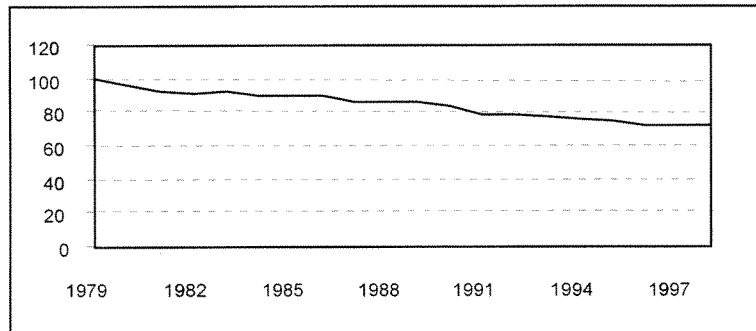


Graphique 29 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif du lait
Base 100 en 1979



Rapportée à l'unité de volume de lait (graphique ci-dessous), la dépense collective globale diminue également (-20% sur la période considérée), mais dans une moindre mesure que pour les « COP », du fait de la meilleure tenue du prix relatif du lait.

Graphique 30 – Dépense collective globale par unité de volume de lait
Base 100 en 1979



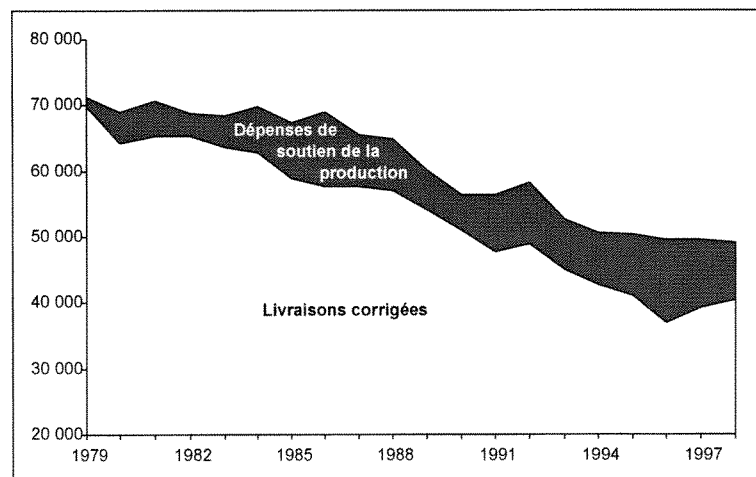
Viande bovine : la baisse des prix entraîne celle de la dépense globale

La dépense collective globale pour la viande bovine décroît jusqu'en 1994, avec des variations conjoncturelles liées aux fluctuations cycliques de la production de gros bovins. La baisse des volumes et des prix des veaux, et, surtout, la baisse des prix des gros bovins (graphique 32) détermine la diminution générale de la valeur des livraisons.

Les concours publics pour la viande bovine enregistrent également de fortes variations liées à la conjoncture des marchés, notamment parce qu'avant la réforme de l'OCM en 1992, ces dépenses s'identifiaient principalement au soutien des prix, par le stockage d'intervention et les restitutions à l'exportation.

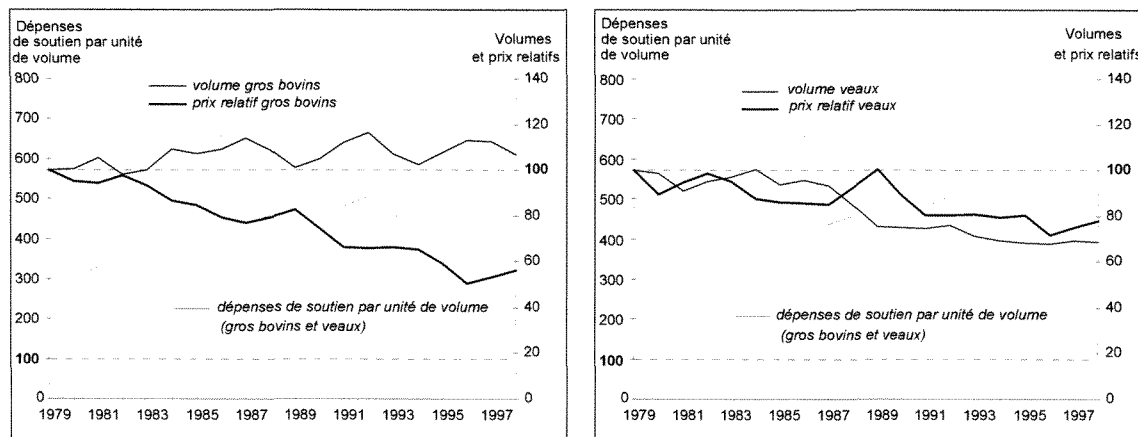
À partir de 1992, les aides directes montent en puissance et se substituent partiellement au soutien des prix. Les concours publics stabilisent la dépense globale, en compensant la baisse de la valeur des livraisons (notamment en 1996, année de la crise de la « vache folle »).

Graphique 31 – Evolution de la dépense collective globale pour la viande bovine
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 32 – Dépenses de soutien de la viande bovine, volume et prix relatif des gros bovins, volume et prix relatif des veaux

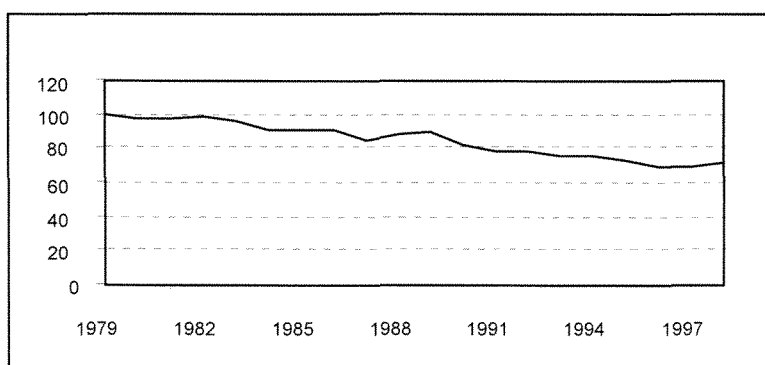
Base 100 en 1979



La dépense collective globale par unité de volume de bovins diminue de 30% sur la période 1979-98, soit une évolution intermédiaire entre celle observée pour le lait (-20%) et les grandes cultures « COP » (-40%).

Graphique 33 – Dépense collective globale par unité de volume pour les bovins

Base 100 en 1979

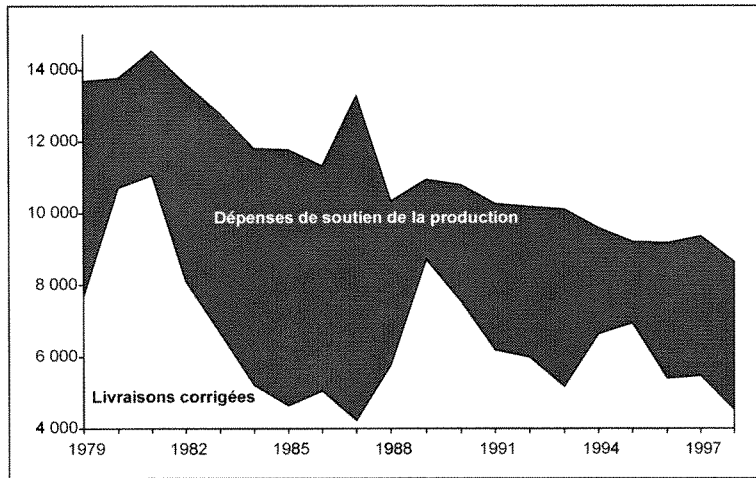


Sucre de betteraves : prix relatif et soutien unitaire en baisse, d'où baisse de la dépense globale

Les dépenses prises en compte ici comprennent la contribution de la filière au soutien du marché sucrier. S'agissant de soutien des prix, ces dépenses sont sous la dépendance de la conjoncture du marché intérieur (notamment pour les dépenses de stockage ou d'aide à l'utilisation par l'industrie) ou mondial (niveau des restitutions à l'exportation). Les soutiens par unité de volume de betteraves sucrières se situent depuis 1988 à environ la moitié de leur niveau moyen des 10 années précédentes.

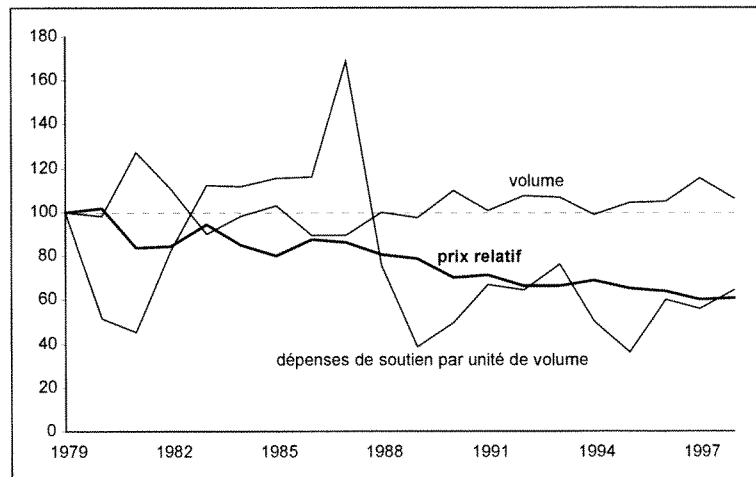
Sur les vingt années observées, la baisse assez régulière du prix réel des betteraves contribue également à la diminution de la dépense globale (soutiens + livraisons corrigées). Ramenée à l'unité de volume, cette dernière baisse de 40% sur la période étudiée.

Graphique 34 – Evolution de la dépense collective globale pour le sucre (hors DOM)
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



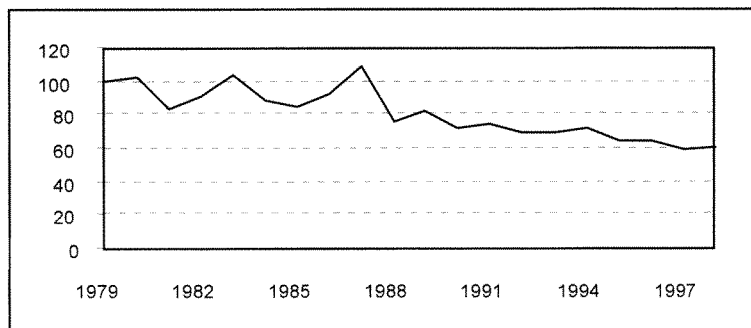
Graphique 35 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des betteraves à sucre

Base 100 en 1979



Graphique 36 – Dépense collective globale à l'unité de volume de betteraves à sucre

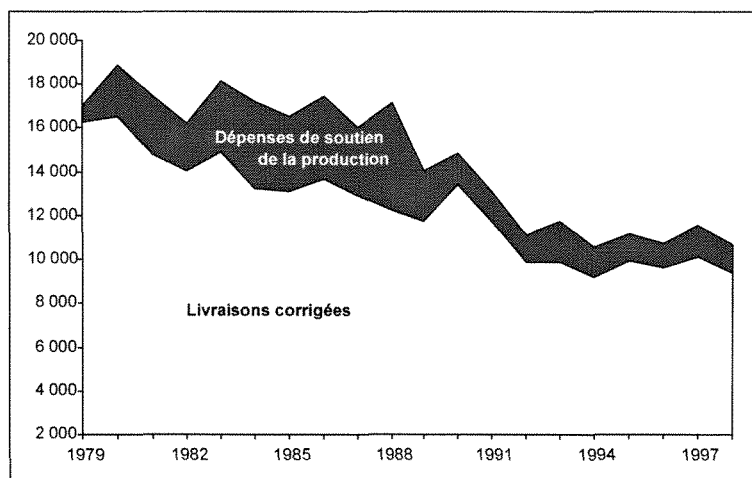
Base 100 en 1979



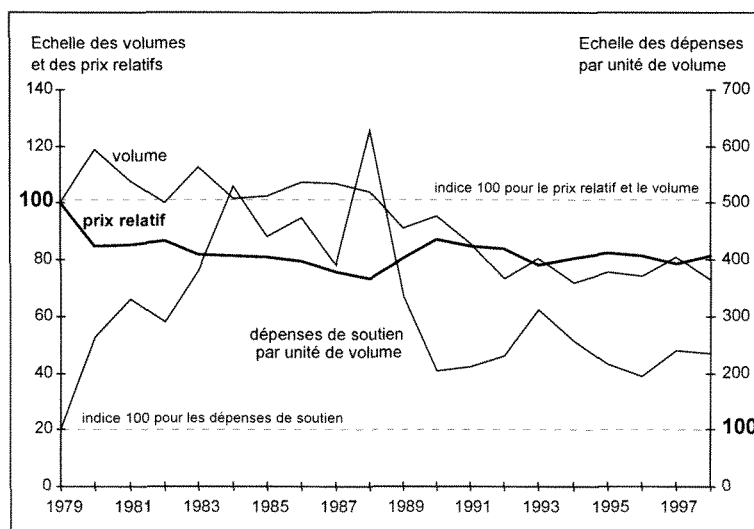
Vins courants : la baisse des prix et des volumes entraîne celle de la dépense globale

Importantes au cours des années 80, les dépenses de soutien viticole retrouvent par la suite un niveau global plus modeste, sous l'effet du repli des volumes et du soutien unitaire, ce dernier restant toutefois plus élevé au cours des années 90 qu'en 1979. Le prix relatif des vins courants s'inscrit dans une tendance à la baisse au cours des vingt dernières années. Au total, la dépense globale baisse, la diminution par unité de volume s'élevant à -20% sur la période 1979-98.

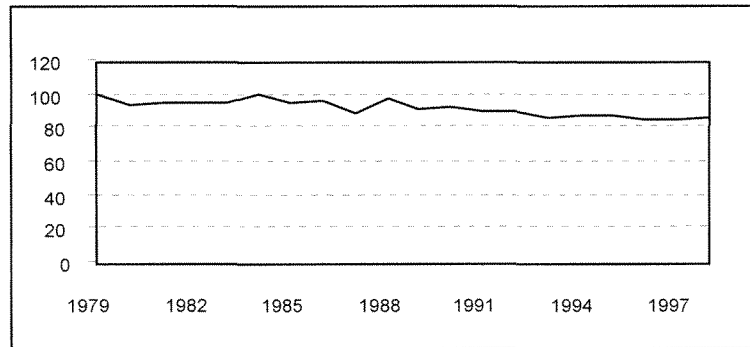
*Graphique 37 – Evolution de la dépense collective globale pour les produits viticoles
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation*



*Graphique 38 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des vins courants
Base 100 en 1979*



Graphique 38 – Dépense collective globale à l'unité de volume pour les vins courants
Base 100 en 1979

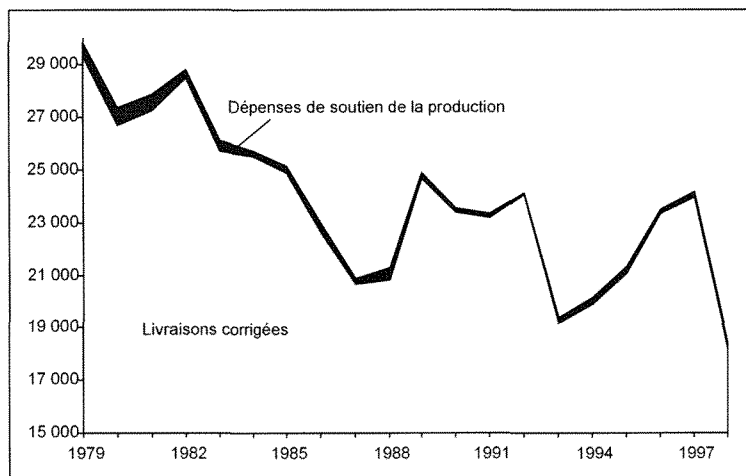


Production porcine : les gains de productivité se traduisent par des baisses de prix plus accentuées que la croissance des volumes

La production porcine étant peu soutenue, l'évolution de la dépense collective globale se résume pratiquement à celle de la valeur des livraisons. La forte croissance des volumes (+60% en vingt ans) est plus que compensée par la baisse du prix relatif de la production, d'où la diminution de la dépense globale.

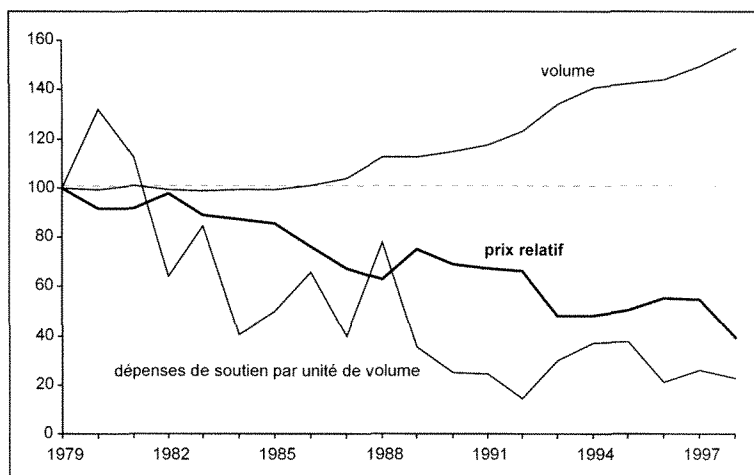
Les gains de productivité réalisés dans la production porcine se traduisent par une forte diminution de la dépense collective globale (-60% de 1979 à 1998), essentiellement déterminée par la baisse du prix relatif (les dépenses de soutien étant relativement faibles).

Graphique 39 – Evolution de la dépense collective globale pour la viande porcine
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



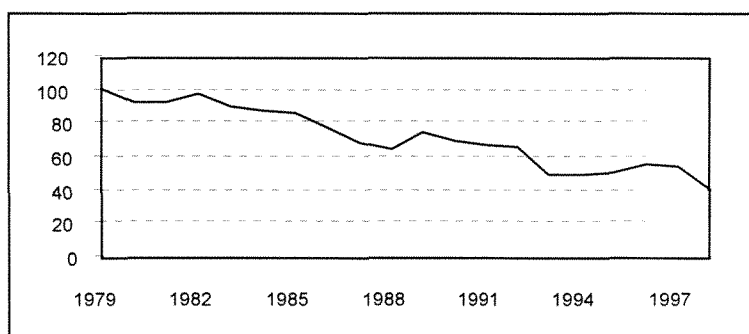
Graphique 40 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif de la viande porcine

Base 100 en 1979



Graphique 41 – Dépense collective globale à l'unité de volume pour la viande porcine

Base 100 en 1979

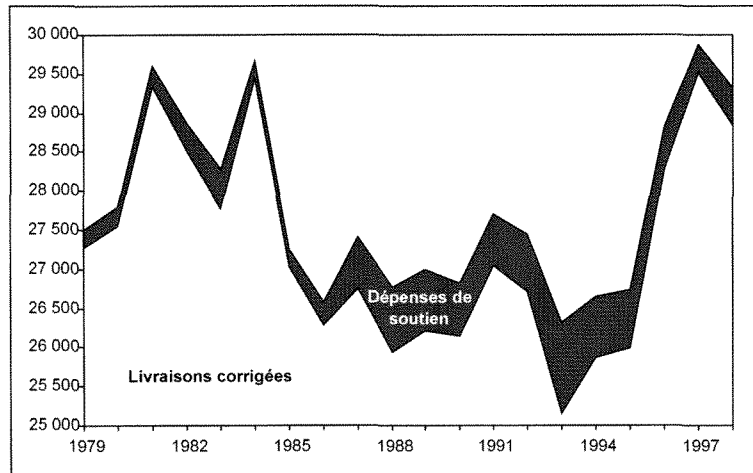


Volailles et œufs : la forte croissance des volumes maintient la dépense globale malgré la baisse des prix

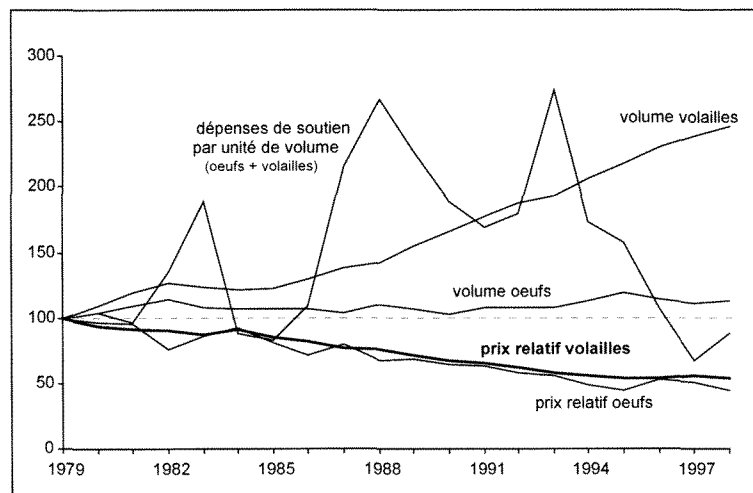
Autres produits relativement peu soutenus, les volailles enregistrent une forte croissance en volume et une nette diminution de leur prix relatif. Cette dernière, contrairement au cas de la production porcine, n'inverse pas l'effet de la croissance des volumes sur la dépense globale, qui, abstraction faite de variations conjoncturelles (amplifiées par un effet d'échelle sur le schéma 42) reste du même ordre de grandeur sur la période considérée.

Rapportée à l'unité de volume, la dépense collective globale est toutefois en baisse (-40% sur 1979-98), et ce essentiellement sous l'effet de la diminution des prix relatifs des œufs et des volailles (graphique 44).

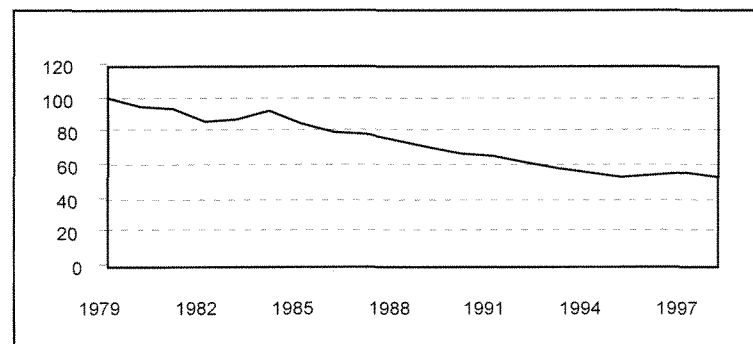
Graphique 42 – Evolution de la dépense collective globale pour les volailles et les œufs
Millions de francs constants 1998, déflateur : indice des prix à la consommation



Graphique 43 – Volume, dépenses de soutien à l'unité de volume et prix relatif des volailles et des œufs
Base 100 en 1979



Graphique 44 – Dépense collective globale à l'unité de volume des volailles et des œufs
Base 100 en 1979



Synthèse de l'analyse par produit

- La dépense collective globale pour **les produits laitiers, la viande bovine, le sucre, les produits viticoles et la viande porcine** s'inscrit dans une **tendance à la baisse** relativement **régulière** et de l'ordre de **30% à 40% en 20 ans** pour. Pour tous ces produits, le déterminant commun de cette baisse de la dépense est la **baisse de leur prix relatif**, particulièrement marquée pour la viande porcine (-60% en 20 ans). Pour les produits laitiers et la viande porcine, il s'y ajoute la **baisse des dépenses de soutien unitaire**. Ces deux évolutions (baisse des prix, baisse du soutien unitaire) se résument dans celle de la **dépense collective globale par unité de volume**, en forte diminution pour la viande porcine (-60% sur 1979-98), plus faible pour le lait (-20%) et la viande bovine (-30%), intermédiaire pour les produits de grandes cultures (-40%).
- Les évolutions des volumes livrés sont de faible ampleur pour le lait, les betteraves (offre maîtrisée par des quotas) et les bovins (variations cycliques des gros bovins s'inscrivant dans une légère tendance à la hausse que compense la baisse des volumes de veaux) ; les volumes sont par contre en nette diminution (-20%) pour les vins courants et en forte augmentation pour la viande porcine (+60%). Cette dernière production se distingue des autres par l'ampleur du processus « productiviste » qui régit les évolutions inverses de prix et de volume.
- La dépense collective totale de l'ensemble « COP » ne diminue pas sur la période considérée, malgré la baisse des prix relatifs. Cette dernière est au total plus que compensée par la **croissance des volumes et des dépenses de soutien unitaire**. La dépense globale en fin de période est supérieure de **18%** à son niveau de 1979.
- Pour les volailles et les œufs, la dépense globale est soumise à des variations conjoncturelles (essentiellement déterminées par les fluctuations des dépenses de soutien) qui ne dépassent pas plus ou moins 6% du niveau observé en 1979. La croissance des volumes est cependant très forte pour les volailles (près de 150% en 20 ans), mais elle est en partie compensée par la baisse des prix relatifs : on retrouve là le processus « productiviste » déjà rencontré pour la viande porcine, mais, pour les volailles, la baisse des prix est moins forte, malgré une croissance en volume supérieure¹⁴.

CONCLUSION

La série de plus de 50 ans d'aide publique à l'agriculture française que nous avons pu reconstituer ici permet de rendre compte, d'une part, de la croissance globale de cette dépense, parallèlement à l'augmentation de la productivité du secteur, et, d'autre part, de l'évolution de sa composition, caractérisée par le poids croissant des instruments de soutien et par le repli des interventions structurelles et d'appui à l'investissement.

L'exploitation détaillée de cette série de long terme s'avère toutefois assez rapidement contrainte par le manque d'homogénéité de ses composantes, les nomenclatures pour regrouper les dépenses élémentaires variant d'une source à l'autre.

C'est donc sur une série plus courte (20 ans) que l'on a développé la notion de « dépense collective globale », en tant qu'indicateur synthétique des relations entre le soutien à la production, les volumes produits et les prix.

¹⁴ Cette différence entre les deux produits « hors-sol » est peut-être due à des effets qualité à l'œuvre dans les volailles (croissance de l'offre sous labels), entraînant la baisse des prix.

La tendance à la diminution de cette dépense collective globale, alors que les volumes produits progressent, traduit la rationalité générale du soutien à l'agriculture : les aides publiques au secteur jouent un double rôle d'incitation à l'augmentation de la productivité physique du travail et de compensation partielle de la baisse des prix à la production qui en résulte, régulant ainsi le partage des gains de productivité entre l'agriculture et son aval.

Les divers instruments d'aide à l'agriculture interviennent à des stades différents de ce processus :

- les mesures de type structurel et les aides à l'investissement appuient directement l'accroissement de la productivité physique, mais la régulation des marchés des produits, en sécurisant l'investissement agricole, contribue également à cet objectif,
- les gains de productivité ne sont pas intégralement incorporés dans le revenu des exploitants, la baisse des prix agricoles (induite au moins en partie par l'accroissement de la production) redistribuant une partie de ces gains vers l'aval de l'agriculture,
- divers instruments de soutien de marché jouent un rôle régulateur dans ce partage des gains de productivité. En intervenant *ex ante* dans le processus de détermination des prix de marché, ils induisent un transfert entre les clients de l'agriculture et ce secteur. Ce rôle est joué par des instruments non budgétaires (protection aux frontières, quotas), mais aussi par certains instrument induisant des dépenses publiques, comme le stockage ou le dégageement subventionné d'excédents¹⁵.
- à la différence des instruments précédents, les paiements directs aux produits généralisés par la réforme de la PAC de 1992 n'interviennent pas dans la détermination des prix (du moins, à court terme), mais corrigent *ex post* les effets du partage des gains de productivité sur les revenus agricoles tel que le réalise le marché¹⁶. Ces aides présentent ainsi un aspect de « transfert de revenu » qui les expose tout particulièrement au débat social.

La baisse de la dépense collective globale ne s'observe cependant pas pour les COP. Le régime des aides « semi-découplées », appliqué dans une conjoncture de prix favorables et de reprise de la croissance des volumes, a récemment infléchi l'évolution de cette dépense dans un sens plus favorable à la production agricole.

¹⁵ Le stockage et l'exportation subventionnée des excédents contribuent tous deux à soutenir les prix intérieurs, et déterminent donc un transfert entre clients et agriculture. Mais ces deux soutiens de marché ont un bilan final différent : la subvention à l'exportation se résout finalement en un coût supporté par les seuls contribuables, tandis que le stockage induit à la fois un transfert aux dépens des clients (via le soutien des prix intérieurs que provoque le retrait des excédents) et une dépense des contribuables (dépenses d'intervention proprement dite, éventuellement compensée dans le temps par des recettes découlant de l'appréciation des stocks). D'où le traitement différent de ces deux types de soutiens de marché dans notre calcul de la dépense collective globale :

- les restitutions à l'exportation améliorent bien la valeur des livraisons agricoles, mais pour un montant qui n'est en fait supporté que par le contribuable, d'où, pour éviter un double compte, la correction apportée sur les livraisons avant leur intégration dans la dépense collective globale,
- par contre, l'effet (éventuel) du stockage sur le prix des livraisons s'ajoute au coût budgétaire (à la charge du contribuable) de l'opération de stockage : les deux transferts doivent être pris en compte dans la dépense collective globale et il n'y a donc pas lieu de corriger la valeur des livraisons.

¹⁶ La même interprétation vaut pour les aides à l'aval (comme les anciennes subventions versées à l'industrie de la trituration des oléagineux et répercutées sur les prix payés aux producteurs agricoles), le prix soutenu auquel l'acheteur acquiert les produits agricoles bénéficiant de ce régime étant subventionné par le contribuable. Il convient là aussi d'éviter un double compte dans le calcul de la dépense collective globale : nous avons donc déduit le montant de cette aide de la valeur des livraisons.

ANNEXE : TABLEAUX DE DONNÉES

Les tableaux ci-après présentent les principales données chiffrées utilisées dans cette étude, et notamment celles nécessaires à la réalisation des graphiques.

- 1 Dépenses bénéficiant à l'agriculture (francs courants)
- 2 Dépenses bénéficiant à l'agriculture (francs constants)
- 3 Prélèvements obligatoires et part des dépenses agricoles
- 4 Livraisons de la branche agriculture
- 5 Livraisons corrigées
- 6 Revenu agricole et nombre d'exploitations
- 7 Concours publics à l'agriculture productive par ensemble de dépenses en francs courants
- 8 Détail des ensembles des concours publics à l'agriculture productive en francs courants
- 9 Dépenses de soutien et d'orientation des productions par produit en francs courants
- 10 Livraisons de céréales, oléagineux, produits laitiers et viande bovine en francs courants
- 11 Aides compensatrices transitant par les acheteurs en francs courants
- 12 Indice de volume et indice de prix relatif par produit
- 13 Déflateur pour la conversion des francs courants en francs constants 1998

1 - Dépenses bénéficiant à l'agriculture (francs courants)

Unité : millions de francs courants.

(1) : année. (2) : série « INRA », champ agriculture au sens large. (3) : série « annexe du bleu », champ agriculture au sens large, (4) : série « concours publics », champ agriculture au sens large. (5) : série « INRA », champ agriculture productive (approché). (6) : série « annexe du bleu », champ agriculture productive (approché). (7) : série « concours publics », champ agriculture productive (exact).

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|-------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|
| 1 945 | 25 366 | | | 16 779 | | |
| 1 946 | 44 984 | | | 30 617 | | |
| 1 947 | 40 002 | | | 31 478 | | |
| 1 948 | 85 653 | | | 65 559 | | |
| 1 949 | 148 722 | | | 78 125 | | |
| 1 950 | 200 803 | | | 112 940 | | |
| 1 951 | 223 989 | | | 121 913 | | |
| 1 952 | 240 454 | | | 110 969 | | |
| 1 953 | 241 717 | | | 115 286 | | |
| 1 954 | 319 308 | | | 160 892 | | |
| 1 955 | 366 413 | | | 170 135 | | |
| 1 956 | 398 499 | | | 178 100 | | |
| 1 957 | 415 990 | | | 183 605 | | |
| 1 958 | 435 170 | | | 164 050 | | |
| 1 959 | 448 384 | | | 162 183 | | |
| 1 960 | 5 926 | | | 2 036 | | |
| 1 961 | 7 346 | | | 3 147 | | |
| 1 962 | 9 786 | 7 598 | | 3 891 | 4 383 | |
| 1 963 | 8 173 | 7 720 | | 3 336 | 3 860 | |
| 1 964 | 10 352 | 8 277 | | 4 669 | 4 913 | |
| 1 965 | 11 338 | 8 682 | | 5 137 | 4 847 | |
| 1 966 | 13 251 | 9 546 | | 6 287 | 5 379 | |
| 1 967 | 15 700 | 11 212 | | 7 764 | 6 349 | |
| 1 968 | 21 526 | 13 497 | | 12 992 | 7 918 | |
| 1 969 | 20 483 | 17 428 | | 11 363 | 10 736 | |
| 1 970 | 23 982 | 18 186 | | 13 343 | 10 834 | |
| 1 971 | 20 557 | 17 001 | | 7 961 | 8 733 | |
| 1 972 | 24 197 | 19 175 | | 10 069 | 9 735 | |
| 1 973 | 27 648 | 22 169 | | 11 424 | 11 215 | |
| 1 974 | 31 339 | 25 348 | | 10 504 | 13 144 | |
| 1 975 | 41 967 | 31 319 | | 14 572 | 15 119 | |
| 1 976 | 48 150 | 34 202 | | 16 039 | 15 780 | |
| 1 977 | 46 952 | 40 437 | | 16 379 | 18 466 | |
| 1 978 | 55 977 | 47 388 | | 19 519 | 21 132 | |
| 1 979 | 73 135 | 54 206 | 60 055 | 24 862 | 23 880 | 22 343 |
| 1 980 | 77 914 | 60 792 | 69 203 | 30 744 | 26 649 | 27 143 |
| 1 981 | 90 718 | 70 862 | 79 204 | 35 432 | 31 853 | 31 657 |
| 1 982 | 97 700 | 84 341 | 87 007 | 34 518 | 36 065 | 30 418 |
| 1 983 | 110 170 | 92 185 | 96 998 | 40 928 | 38 473 | 36 156 |
| 1 984 | 116 274 | 99 740 | 102 358 | 43 656 | 44 618 | 38 965 |
| 1 985 | | 109 215 | 111 358 | | 51 272 | 46 077 |
| 1 986 | | 114 731 | 121 840 | | 53 946 | 56 268 |
| 1 987 | | 117 198 | 135 266 | | 54 228 | 63 654 |
| 1 988 | | 127 895 | 129 859 | | 62 846 | 56 320 |
| 1 989 | | 134 249 | 123 113 | | 66 431 | 46 544 |
| 1 990 | | 135 621 | 132 862 | | 64 305 | 51 814 |
| 1 991 | | 143 530 | 142 323 | | 67 954 | 57 981 |
| 1 992 | | 148 344 | 153 187 | | 70 063 | 63 601 |
| 1 993 | | 151 431 | 178 953 | | 71 623 | 84 037 |
| 1 994 | | 154 260 | 167 110 | | 71 634 | 71 566 |
| 1 995 | | 155 628 | 167 319 | | 69 970 | 71 613 |
| 1 996 | | 158 254 | 171 764 | | 72 754 | 76 377 |
| 1 997 | | 156 086 | 168 948 | | 71 890 | 72 939 |
| 1 998 | | | 170 653 | | | 73 780 |

Sources : (2) et (5) : étude INRA. (3) et (6) : budget de programme du MAP et projet de loi de finances. (4) et (7) : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture.

2 - Dépenses bénéficiant à l'agriculture (francs constants)

Unité : millions de francs constants 1998, déflateur indice des prix à la consommation.

(1) : année. (2) : série « INRA », champ agriculture au sens large. (3) : série « annexe du bleu », champ agriculture au sens large. (4) : série « concours publics », champ agriculture au sens large. (5) : série « INRA », champ agriculture productive (approché). (6) : série « annexe du bleu », champ agriculture productive (approché). (7) : série « concours publics », champ agriculture productive (exact).

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| 1945 | 16 024 | | | 10 599 | | |
| 1946 | 17 531 | | | 11 932 | | |
| 1947 | 10 278 | | | 8 088 | | |
| 1948 | 13 369 | | | 10 232 | | |
| 1949 | 20 664 | | | 10 855 | | |
| 1950 | 25 580 | | | 14 387 | | |
| 1951 | 23 354 | | | 12 711 | | |
| 1952 | 23 219 | | | 10 715 | | |
| 1953 | 24 116 | | | 11 502 | | |
| 1954 | 32 062 | | | 16 155 | | |
| 1955 | 36 634 | | | 17 010 | | |
| 1956 | 38 222 | | | 17 082 | | |
| 1957 | 38 210 | | | 16 865 | | |
| 1958 | 35 311 | | | 13 311 | | |
| 1959 | 34 560 | | | 12 501 | | |
| 1960 | 44 224 | | | 15 194 | | |
| 1961 | 53 620 | | | 22 971 | | |
| 1962 | 68 434 | 53 133 | | 27 210 | 30 650 | |
| 1963 | 54 852 | 51 812 | | 22 389 | 25 906 | |
| 1964 | 68 105 | 54 454 | | 30 717 | 32 322 | |
| 1965 | 72 679 | 55 654 | | 32 929 | 31 071 | |
| 1966 | 82 819 | 59 663 | | 39 294 | 33 619 | |
| 1967 | 96 914 | 69 210 | | 47 926 | 39 191 | |
| 1968 | 128 898 | 80 820 | | 77 796 | 47 413 | |
| 1969 | 113 794 | 96 822 | | 63 128 | 59 644 | |
| 1970 | 124 906 | 94 719 | | 69 495 | 56 427 | |
| 1971 | 102 785 | 85 005 | | 39 805 | 43 665 | |
| 1972 | 114 678 | 90 877 | | 47 720 | 46 137 | |
| 1973 | 119 172 | 95 556 | | 49 241 | 48 341 | |
| 1974 | 113 547 | 91 841 | | 38 058 | 47 623 | |
| 1975 | 142 745 | 106 527 | | 49 565 | 51 425 | |
| 1976 | 149 534 | 106 217 | | 49 811 | 49 006 | |
| 1977 | 134 533 | 115 865 | | 46 931 | 52 911 | |
| 1978 | 149 671 | 126 706 | | 52 190 | 56 503 | |
| 1979 | 177 732 | 131 731 | 145 945 | 60 419 | 58 033 | 54 298 |
| 1980 | 166 814 | 130 156 | 148 164 | 65 823 | 57 056 | 58 113 |
| 1981 | 171 276 | 133 788 | 149 538 | 66 896 | 60 139 | 59 769 |
| 1982 | 164 965 | 142 409 | 146 910 | 58 283 | 60 895 | 51 360 |
| 1983 | 169 694 | 141 991 | 149 405 | 63 041 | 59 259 | 55 691 |
| 1984 | 166 740 | 143 030 | 146 784 | 62 604 | 63 983 | 55 877 |
| 1985 | | 147 993 | 150 897 | | 69 477 | 62 437 |
| 1986 | | 151 442 | 160 826 | | 71 207 | 74 272 |
| 1987 | | 149 983 | 173 105 | | 69 398 | 81 460 |
| 1988 | | 159 385 | 161 832 | | 78 320 | 70 187 |
| 1989 | | 161 476 | 148 081 | | 79 904 | 55 984 |
| 1990 | | 157 807 | 154 596 | | 74 824 | 60 290 |
| 1991 | | 161 821 | 160 460 | | 76 614 | 65 370 |
| 1992 | | 163 293 | 168 623 | | 77 123 | 70 010 |
| 1993 | | 163 332 | 193 017 | | 77 252 | 90 641 |
| 1994 | | 163 662 | 177 296 | | 76 000 | 75 928 |
| 1995 | | 162 299 | 174 491 | | 72 969 | 74 683 |
| 1996 | | 161 806 | 175 619 | | 74 387 | 78 092 |
| 1997 | | 157 409 | 170 380 | | 72 500 | 73 557 |
| 1998 | | | 170 653 | | | 73 780 |

Sources : (2) et (5) : étude INRA. (3) et (6) : budget de programme du MAP et projet de loi de finances. (4) et (7) : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture.

3 - Prélèvements obligatoires et dépenses agricoles

Unité : (2) et (4) : millions de francs courants, (3) : francs courants.

(1) : année. (2) : série « INRA », champ agriculture au sens large. (3) : série « concours publics », champ agriculture au sens large. (4) : prélèvements obligatoires. (5) : part de la branche agricole dans le PIB. (6) : rapport (2) / (4). (7) : rapport (3) / (4).

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|------|---------|---------|-----------|------|-------|-------|
| 1969 | 20 483 | | 250 238 | 6,8% | 8,19% | |
| 1970 | 23 982 | | 275 098 | 6,0% | 8,72% | |
| 1971 | 20 557 | | 305 892 | 5,7% | 6,72% | |
| 1972 | 24 197 | | 346 286 | 6,1% | 6,99% | |
| 1973 | 27 648 | | 397 341 | 6,3% | 6,96% | |
| 1974 | 31 339 | | 464 372 | 5,2% | 6,75% | |
| 1975 | 41 967 | | 543 402 | 4,7% | 7,72% | |
| 1976 | 48 150 | | 660 503 | 4,5% | 7,29% | |
| 1977 | 46 952 | | 742 820 | 4,4% | 6,32% | |
| 1978 | 55 977 | | 845 758 | 4,4% | 6,62% | |
| 1979 | 73 135 | 60 055 | 1 002 129 | 4,4% | 7,30% | 5,99% |
| 1980 | 77 914 | 69 203 | 1 174 998 | 3,9% | 6,63% | 5,89% |
| 1981 | 90 718 | 79 204 | 1 326 859 | 3,8% | 6,84% | 5,97% |
| 1982 | 97 700 | 87 007 | 1 552 423 | 4,3% | 6,29% | 5,60% |
| 1983 | 110 170 | 96 998 | 1 744 958 | 3,9% | 6,31% | 5,56% |
| 1984 | 116 274 | 102 358 | 1 944 232 | 3,7% | 5,98% | 5,26% |
| 1985 | | 111 358 | 2 089 531 | 3,6% | | 5,33% |
| 1986 | | 121 840 | 2 228 764 | 3,4% | | 5,47% |
| 1987 | | 135 266 | 2 372 502 | 3,2% | | 5,70% |
| 1988 | | 129 859 | 2 511 557 | 2,9% | | 5,17% |
| 1989 | | 123 113 | 2 688 397 | 3,1% | | 4,58% |
| 1990 | | 132 862 | 2 845 354 | 3,1% | | 4,67% |
| 1991 | | 142 323 | 2 975 569 | 2,7% | | 4,78% |
| 1992 | | 153 187 | 3 055 312 | 2,5% | | 5,01% |
| 1993 | | 178 953 | 3 109 510 | 2,1% | | 5,76% |
| 1994 | | 167 110 | 3 256 153 | 2,1% | | 5,13% |
| 1995 | | 167 319 | 3 413 478 | 2,1% | | 4,90% |
| 1996 | | 171 764 | 3 595 403 | 2,1% | | 4,78% |
| 1997 | | 168 948 | 3 748 172 | 2,0% | | 4,51% |

Sources : (2) : étude INRA. (3) : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture. (4) et (5) : INSEE, comptes de la Nation.

4 - Livraisons de la branche agriculture

(1) : année. (2) : livraisons de la branche agriculture en millions de francs courants. (3) : indice de volume des livraisons de la branche agriculture, base 100 en 1979. (4) : indice de valeur en francs constants des livraisons de la branche agriculture (déflateur indice des prix à la consommation), base 100 en 1979. (5) : indice d'évolution des prix courants des livraisons agricoles, base 100 en 1979. (6) : indice général des prix à la consommation (base 100 en 1979). (7) : indice d'évolution des prix courants des livraisons agricoles rapporté à l'indice général des prix (base 100 en 1979).

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1979 | 170 669 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| 1980 | 187 835 | 103,7 | 97,0 | 106,1 | 113,5 | 93,5 |
| 1981 | 210 148 | 103,9 | 95,7 | 118,5 | 128,7 | 92,1 |
| 1982 | 246 120 | 108,2 | 100,2 | 133,3 | 143,9 | 92,6 |
| 1983 | 261 869 | 108,1 | 97,3 | 142,1 | 157,8 | 90,1 |
| 1984 | 286 692 | 114,4 | 99,1 | 147,0 | 169,5 | 86,7 |
| 1985 | 292 590 | 115,1 | 95,6 | 149,0 | 179,3 | 83,1 |
| 1986 | 292 296 | 115,7 | 93,0 | 148,1 | 184,1 | 80,5 |
| 1987 | 298 125 | 120,1 | 92,0 | 145,6 | 189,9 | 76,7 |
| 1988 | 304 002 | 121,8 | 91,3 | 146,5 | 195,0 | 75,1 |
| 1989 | 322 724 | 121,2 | 93,6 | 156,3 | 202,0 | 77,4 |
| 1990 | 330 745 | 123,6 | 92,8 | 156,9 | 208,9 | 75,1 |
| 1991 | 327 434 | 124,2 | 89,0 | 154,6 | 215,6 | 71,7 |
| 1992 | 310 119 | 126,1 | 82,3 | 144,2 | 220,8 | 65,3 |
| 1993 | 281 965 | 123,4 | 73,3 | 134,0 | 225,3 | 59,5 |
| 1994 | 287 368 | 123,8 | 73,5 | 136,1 | 229,1 | 59,4 |
| 1995 | 297 646 | 126,8 | 74,8 | 137,6 | 233,0 | 59,1 |
| 1996 | 302 312 | 129,9 | 74,5 | 136,2 | 237,7 | 57,3 |
| 1997 | 315 154 | 134,1 | 76,6 | 137,6 | 241,0 | 57,1 |
| 1998 | 316 535 | 135,3 | 76,3 | 136,9 | 243,0 | 56,3 |

Sources : publication annuelle des comptes de l'agriculture française (INSEE et MAP-DAF-SCEES), indice général des prix à la consommation : INSEE.

5 - Livraisons de la branche agriculture corrigées

Unité : (a) millions de francs courants, (b) millions de francs constants, déflateur indice des prix à la consommation.

(1) : année. (2) : aides compensatrices transitant par les acheteurs. (3) : livraisons corrigées (livraisons de la branche agriculture moins aides compensatrices transitant par les acheteurs).

| (1) | (2a) | (3a) | (3b) |
|------|--------|---------|---------|
| 1979 | 12 098 | 158 571 | 385 358 |
| 1980 | 13 459 | 174 376 | 373 339 |
| 1981 | 14 483 | 195 665 | 369 417 |
| 1982 | 14 641 | 231 479 | 390 849 |
| 1983 | 17 465 | 244 404 | 376 452 |
| 1984 | 18 193 | 268 499 | 385 034 |
| 1985 | 22 923 | 269 667 | 365 416 |
| 1986 | 25 524 | 266 772 | 352 132 |
| 1987 | 32 049 | 266 076 | 340 507 |
| 1988 | 30 563 | 273 439 | 340 764 |
| 1989 | 26 740 | 295 984 | 356 012 |
| 1990 | 28 445 | 302 300 | 351 752 |
| 1991 | 33 908 | 293 526 | 330 932 |
| 1992 | 28 388 | 281 731 | 310 121 |
| 1993 | 25 984 | 255 981 | 276 099 |
| 1994 | 17 232 | 270 136 | 286 601 |
| 1995 | 14 614 | 283 032 | 295 164 |
| 1996 | 13 437 | 288 875 | 295 359 |
| 1997 | 13 979 | 301 175 | 303 728 |
| 1998 | 13 979 | 302 556 | 302 556 |

Sources : (2) : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture, (3) : INSEE, MAP-DAFE-SCEES.

6 - Revenu agricole et nombre d'exploitations

(1) : année. (2) : nombre d'exploitations agricoles. (3) : revenu net agricole optique livraisons par exploitation en francs courants.

| (1) | (2) | (3) |
|------|-----------|---------|
| 1979 | 1 286 000 | 61 079 |
| 1980 | 1 240 000 | 61 284 |
| 1981 | 1 214 000 | 69 670 |
| 1982 | 1 190 400 | 88 356 |
| 1983 | 1 164 300 | 84 666 |
| 1984 | 1 138 700 | 93 629 |
| 1985 | 1 106 000 | 92 864 |
| 1986 | 1 077 370 | 93 587 |
| 1987 | 1 046 857 | 98 903 |
| 1988 | 1 016 800 | 95 098 |
| 1989 | 976 100 | 105 085 |
| 1990 | 937 377 | 115 068 |
| 1991 | 902 138 | 111 543 |
| 1992 | 865 872 | 99 270 |
| 1993 | 820 607 | 96 196 |
| 1994 | 785 599 | 108 389 |
| 1995 | 755 189 | 118 829 |
| 1996 | 727 035 | 117 168 |
| 1997 | 700 368 | 121 574 |
| 1998 | 674 454 | 122 202 |

Sources : publication annuelle des comptes de l'agriculture française (MAP-DAF-SCEES).

7 - Concours publics à l'agriculture productive par ensemble de dépenses en francs courants

Unité : millions de francs courants.

(1) : année. 1.1 : installation et modernisation. 1.2 : soutien et orientation des productions. 1.3 : maîtrise de l'offre. 1.4 : compensation de handicaps géographiques et de contraintes spécifiques. 1.5 : aides transitoires non liées aux produits. 1.6 : calamités agricoles. 1.7 : lutte contre les maladies des animaux et des végétaux. 1.8 : autres financements à l'agriculture productive.

| (1) | 1.1 | 1.2 | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.8 | TOTAL |
|------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-----|-------|--------|
| 1979 | 4 510 | 15 459 | 146 | 511 | 0 | 892 | 490 | 335 | 22 343 |
| 1980 | 4 804 | 19 556 | 188 | 845 | 0 | 889 | 461 | 400 | 27 143 |
| 1981 | 5 868 | 20 725 | 622 | 1 016 | 1 704 | 733 | 569 | 422 | 31 657 |
| 1982 | 6 752 | 20 206 | 605 | 1 023 | 176 | 823 | 369 | 464 | 30 418 |
| 1983 | 6 929 | 26 565 | 367 | 1 078 | 183 | 558 | 294 | 183 | 36 156 |
| 1984 | 7 711 | 28 029 | 1 130 | 1 070 | 20 | 555 | 268 | 183 | 38 965 |
| 1985 | 7 665 | 34 878 | 1 011 | 1 153 | 0 | 907 | 254 | 209 | 46 077 |
| 1986 | 8 746 | 42 316 | 1 353 | 1 196 | 325 | 1 870 | 225 | 236 | 56 268 |
| 1987 | 7 829 | 51 009 | 1 421 | 1 396 | 477 | 859 | 223 | 441 | 63 654 |
| 1988 | 5 676 | 44 750 | 2 258 | 1 946 | 227 | 661 | 377 | 425 | 56 320 |
| 1989 | 5 466 | 34 488 | 2 587 | 1 930 | 185 | 1 243 | 284 | 361 | 46 544 |
| 1990 | 6 671 | 37 411 | 2 550 | 2 147 | 462 | 1 266 | 262 | 1 046 | 51 154 |
| 1991 | 5 375 | 44 825 | 3 033 | 2 138 | 752 | 1 249 | 274 | 336 | 57 978 |
| 1992 | 5 572 | 49 467 | 4 154 | 2 293 | 598 | 878 | 295 | 345 | 63 583 |
| 1993 | 5 806 | 67 029 | 5 765 | 3 734 | 571 | 479 | 340 | 314 | 84 036 |
| 1994 | 5 689 | 52 822 | 7 581 | 3 978 | 501 | 403 | 274 | 318 | 71 493 |
| 1995 | 4 534 | 55 331 | 6 472 | 4 067 | 315 | 370 | 267 | 257 | 71 547 |
| 1996 | 5 393 | 59 784 | 5 175 | 4 647 | 221 | 347 | 569 | 242 | 76 377 |
| 1997 | 5 128 | 59 877 | 2 699 | 4 377 | 105 | 239 | 293 | 220 | 72 966 |
| 1998 | 4 301 | 61 234 | 2 708 | 4 581 | 112 | 250 | 316 | 278 | 75 148 |

Sources : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture.

8 - Détail des ensembles des concours publics à l'agriculture productive en francs courants

Unité : millions de francs courants.

1.1 à 1.8 : ensembles (voir tableau précédent).

(1) : année. (2) : dotation jeunes agriculteurs. (3) : bonification (hors calamités). (4) : autres aides à la modernisation. (5) : restitutions à l'exportation. (6) : autres soutiens de marché. (7) : paiements directs aux produits. (8) : gel des terres. (9) : maîtrise de la production laitière. (10) : autres dépenses de maîtrise de l'offre. (11) : indemnités compensatrices de handicaps géographiques. (12) : autres compensations de handicaps géographiques et de contraintes spécifiques ou environnementales.

| (1) | 1.1 (2) | 1.1 (3) | 1.1 (4) | 1.2 (5) | 1.2 (6) | 1.2 (7) | 1.3 (8) | 1.3 (9) | 1.3 (10) | 1.4 (11) | 1.4 (12) |
|------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| 1979 | 175 | 3 174 | 1 162 | 7 976 | 7 351 | 132 | 0 | 89 | 57 | 444 | 67 |
| 1980 | 225 | 3 305 | 1 274 | 8 876 | 10 135 | 546 | 0 | 95 | 93 | 719 | 126 |
| 1981 | 277 | 3 782 | 1 809 | 9 541 | 10 420 | 764 | 0 | 105 | 517 | 818 | 198 |
| 1982 | 470 | 4 229 | 2 054 | 8 708 | 11 045 | 453 | 0 | 79 | 526 | 825 | 198 |
| 1983 | 719 | 4 443 | 1 767 | 10 756 | 15 174 | 634 | 0 | 63 | 304 | 861 | 217 |
| 1984 | 760 | 5 280 | 1 671 | 11 030 | 15 614 | 1 385 | 0 | 803 | 327 | 883 | 187 |
| 1985 | 942 | 5 091 | 1 632 | 13 683 | 18 838 | 2 356 | 0 | 602 | 409 | 952 | 201 |
| 1986 | 942 | 6 160 | 1 644 | 14 526 | 25 419 | 2 371 | 0 | 581 | 772 | 1 005 | 191 |
| 1987 | 862 | 5 501 | 1 465 | 24 096 | 23 938 | 2 975 | 0 | 957 | 464 | 1 117 | 279 |
| 1988 | 767 | 3 470 | 1 439 | 16 358 | 24 830 | 3 562 | 0 | 1 614 | 644 | 1 616 | 330 |
| 1989 | 905 | 2 865 | 1 695 | 13 374 | 17 413 | 3 702 | 55 | 1 819 | 713 | 1 593 | 337 |
| 1990 | 1 055 | 4 101 | 1 515 | 13 841 | 19 395 | 4 175 | 138 | 1 811 | 601 | 1 864 | 282 |
| 1991 | 739 | 3 179 | 1 457 | 19 464 | 21 141 | 4 220 | 422 | 2 110 | 500 | 1 866 | 271 |
| 1992 | 641 | 3 705 | 1 225 | 16 257 | 24 829 | 8 381 | 1 498 | 2 119 | 537 | 1 843 | 450 |
| 1993 | 867 | 3 534 | 1 405 | 16 608 | 25 212 | 25 209 | 4 053 | 1 096 | 616 | 2 015 | 1 719 |
| 1994 | 778 | 3 807 | 1 104 | 10 982 | 11 204 | 30 636 | 5 724 | 1 261 | 596 | 2 073 | 1 905 |
| 1995 | 570 | 3 047 | 918 | 8 730 | 9 778 | 36 823 | 4 966 | 837 | 669 | 2 106 | 1 961 |
| 1996 | 1 090 | 3 210 | 1 093 | 7 473 | 11 741 | 40 570 | 3 983 | 765 | 427 | 2 691 | 1 956 |
| 1997 | 883 | 3 260 | 985 | 8 293 | 11 481 | 40 103 | 2 566 | 35 | 98 | 2 161 | 2 216 |
| 1998 | 994 | 2 337 | 970 | 8 328 | 12 818 | 40 089 | 2 449 | 0 | 259 | 2 511 | 2 070 |

Sources : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture.

9 - Dépenses de soutien et d'orientation des productions par produit en francs courants

Unité : millions de francs courants.

(1) : année. (2) : céréales. (3) : oléagineux. (4) : protéagineux. (5) : fruits (hors DOM), légumes, huile d'olive. (6) : sucre (hors DOM). (7) : produits viti-vinicoles. (8) : produits laitiers. (9) : viande bovine. (10) : viande ovine et caprine. (11) : viande porcine. (12) : œufs et volailles. (13) : autres produits.

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) |
|------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|------|-------|-------|
| 1979 | 3 604 | 517 | 154 | 688 | 2 484 | 308 | 5 149 | 655 | 14 | 213 | 219 | 1 454 |
| 1980 | 4 226 | 841 | 129 | 1 109 | 1 431 | 1 102 | 6 451 | 2 249 | 101 | 316 | 248 | 1 353 |
| 1981 | 5 224 | 1 039 | 186 | 1 144 | 1 838 | 1 412 | 5 540 | 2 919 | 65 | 311 | 252 | 795 |
| 1982 | 4 319 | 1 244 | 219 | 993 | 3 269 | 1 293 | 4 749 | 2 024 | 82 | 194 | 374 | 1 446 |
| 1983 | 6 720 | 1 490 | 359 | 1 293 | 3 964 | 2 085 | 5 961 | 3 012 | 56 | 280 | 509 | 836 |
| 1984 | 3 548 | 911 | 473 | 980 | 4 613 | 2 811 | 7 850 | 4 931 | 0 | 145 | 234 | 1 533 |
| 1985 | 5 367 | 1 952 | 806 | 1 138 | 5 280 | 2 505 | 9 102 | 6 224 | 320 | 189 | 222 | 1 773 |
| 1986 | 8 371 | 3 312 | 508 | 756 | 4 752 | 2 888 | 8 890 | 8 691 | 955 | 260 | 309 | 2 624 |
| 1987 | 15 221 | 5 003 | 895 | 908 | 7 091 | 2 448 | 9 191 | 6 187 | 1 060 | 166 | 653 | 2 186 |
| 1988 | 9 853 | 4 887 | 1 190 | 965 | 3 664 | 3 929 | 8 264 | 6 402 | 1 071 | 362 | 833 | 3 330 |
| 1989 | 8 102 | 4 748 | 1 219 | 1 036 | 1 872 | 1 902 | 5 512 | 4 955 | 1 193 | 170 | 771 | 3 008 |
| 1990 | 8 482 | 5 812 | 1 482 | 884 | 2 811 | 1 253 | 6 314 | 4 748 | 1 650 | 127 | 684 | 3 164 |
| 1991 | 12 212 | 4 904 | 1 603 | 893 | 3 607 | 1 203 | 6 839 | 7 619 | 1 582 | 131 | 657 | 3 576 |
| 1992 | 14 624 | 6 284 | 1 597 | 1 438 | 3 798 | 1 147 | 7 021 | 8 514 | 1 490 | 83 | 736 | 2 735 |
| 1993 | 28 232 | 6 176 | 4 021 | 1 899 | 4 562 | 1 737 | 6 427 | 7 103 | 1 631 | 193 | 1 157 | 3 889 |
| 1994 | 20 115 | 5 114 | 2 332 | 1 577 | 2 810 | 1 301 | 6 001 | 7 520 | 1 489 | 254 | 784 | 3 524 |
| 1995 | 23 528 | 5 353 | 2 006 | 1 361 | 2 161 | 1 172 | 5 135 | 8 910 | 1 431 | 265 | 756 | 3 253 |
| 1996 | 22 162 | 5 639 | 1 874 | 1 470 | 3 716 | 1 057 | 5 354 | 12 340 | 1 371 | 153 | 539 | 4 108 |
| 1997 | 23 889 | 5 874 | 2 172 | 1 207 | 3 868 | 1 434 | 5 531 | 10 173 | 1 025 | 200 | 353 | 4 151 |
| 1998 | 26 598 | 5 710 | 2 192 | 1 272 | 4 122 | 1 277 | 5 538 | 8 700 | 1 271 | 184 | 475 | 3 895 |

Sources : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture.

10 - Livraisons par produit en francs courants

Unité : millions de francs courants.

(1) : année. (2) : céréales. (3) : oléagineux. (4) : lait de vache. (5) : viande bovine. (6) : betteraves à sucre. (7) : vins courants. (8) : porcs. (9) : volailles et œufs.

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) |
|------|--------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|--------|
| 1979 | 28 034 | 1 276 | 29 184 | 28 962 | 5 174 | 6 762 | 12 118 | 11 439 |
| 1980 | 33 123 | 2 576 | 33 065 | 30 799 | 5 882 | 7 737 | 12 493 | 13 107 |
| 1981 | 35 085 | 3 304 | 36 444 | 35 544 | 7 079 | 7 998 | 14 480 | 15 787 |
| 1982 | 42 112 | 5 060 | 41 904 | 39 757 | 6 962 | 8 480 | 16 910 | 17 248 |
| 1983 | 45 640 | 5 606 | 46 261 | 42 483 | 6 935 | 9 846 | 16 706 | 18 537 |
| 1984 | 54 186 | 6 709 | 48 222 | 45 606 | 7 324 | 9 481 | 17 820 | 20 761 |
| 1985 | 52 746 | 9 557 | 49 241 | 45 780 | 7 612 | 10 069 | 18 413 | 20 172 |
| 1986 | 48 974 | 9 866 | 51 525 | 45 541 | 7 455 | 10 643 | 17 178 | 20 216 |
| 1987 | 48 366 | 13 365 | 50 192 | 47 004 | 7 571 | 10 419 | 16 189 | 21 480 |
| 1988 | 52 247 | 13 345 | 49 657 | 47 546 | 8 138 | 10 103 | 16 790 | 21 523 |
| 1989 | 54 543 | 13 648 | 51 172 | 47 619 | 8 049 | 10 059 | 20 613 | 22 650 |
| 1990 | 53 925 | 11 613 | 52 295 | 45 469 | 8 339 | 11 771 | 20 127 | 23 138 |
| 1991 | 54 085 | 10 753 | 49 661 | 44 150 | 8 019 | 10 611 | 20 638 | 24 634 |
| 1992 | 54 556 | 4 847 | 50 145 | 46 280 | 8 181 | 9 200 | 21 877 | 24 993 |
| 1993 | 39 518 | 4 595 | 49 944 | 43 958 | 8 298 | 9 566 | 17 851 | 24 472 |
| 1994 | 34 497 | 5 578 | 50 188 | 42 315 | 8 027 | 9 000 | 18 882 | 25 154 |
| 1995 | 36 678 | 6 586 | 50 942 | 41 288 | 8 160 | 9 837 | 20 289 | 25 647 |
| 1996 | 39 998 | 6 955 | 51 094 | 37 825 | 8 255 | 9 734 | 22 924 | 28 184 |
| 1997 | 40 878 | 8 302 | 50 228 | 40 477 | 8 603 | 10 402 | 23 792 | 29 617 |
| 1998 | 40 439 | 8 456 | 50 727 | 41 228 | 8 073 | 9 736 | 18 237 | 29 309 |

Sources : MAP-DAF-SCEES-INSEE..

11 - Aides compensatrices transitant par les acheteurs, par produit, en francs courants

Unité : millions de francs courants.

(1) : année. (2) : céréales. (3) : oléagineux. (4) : lait de vache. (5) : viande bovine. (6) : betteraves à sucre. (7) : vins courants. (8) : porcs. (9) : volailles et œufs.

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) |
|------|--------|-------|-------|-------|-------|-----|-----|------|
| 1979 | 3 448 | 481 | 4 510 | 246 | 2 011 | 62 | 44 | 214 |
| 1980 | 3 771 | 752 | 5 700 | 787 | 873 | 27 | 23 | 239 |
| 1981 | 4 334 | 1 069 | 5 107 | 992 | 1 222 | 170 | 29 | 244 |
| 1982 | 3 394 | 1 154 | 4 744 | 1 079 | 2 144 | 173 | 24 | 369 |
| 1983 | 5 140 | 1 400 | 4 883 | 1 119 | 2 589 | 170 | 23 | 501 |
| 1984 | 2 899 | 823 | 6 788 | 1 748 | 3 684 | 273 | 12 | 234 |
| 1985 | 4 052 | 1 802 | 7 638 | 2 344 | 4 184 | 386 | 33 | 222 |
| 1986 | 5 844 | 3 312 | 7 825 | 1 918 | 3 630 | 288 | 18 | 309 |
| 1987 | 13 436 | 5 003 | 8 752 | 1 944 | 4 257 | 341 | 23 | 569 |
| 1988 | 9 473 | 4 552 | 8 273 | 1 800 | 3 506 | 272 | 88 | 715 |
| 1989 | 8 118 | 4 602 | 5 521 | 2 570 | 807 | 272 | 89 | 850 |
| 1990 | 8 217 | 5 812 | 6 078 | 1 654 | 1 856 | 250 | 29 | 672 |
| 1991 | 12 793 | 4 904 | 6 774 | 1 771 | 2 528 | 208 | 47 | 643 |
| 1992 | 9 127 | 2 894 | 7 001 | 1 763 | 2 712 | 220 | 25 | 728 |
| 1993 | 8 149 | 189 | 6 283 | 2 209 | 3 492 | 394 | 65 | 1146 |
| 1994 | 4 279 | 4 | 5 773 | 2 065 | 1 780 | 331 | 152 | 780 |
| 1995 | 3 479 | -1 | 4 947 | 1 818 | 1 483 | 291 | 79 | 732 |
| 1996 | 556 | 0 | 5 366 | 1 670 | 2 988 | 300 | 73 | 527 |
| 1997 | 1 551 | 0 | 5 217 | 1 554 | 3 169 | 352 | 37 | 346 |
| 1998 | 1 889 | 0 | 5 174 | 790 | 3 544 | 354 | 28 | 464 |

Sources : MAP-DAF-SDEPE, bureau d'étude des concours publics à l'agriculture ; MAP-DAF-SCEES-INSEE..

12 - Indice de volume et indice de prix relatif (rapporté à l'indice général des prix à la consommation) par produit

(1) : année. (2) : céréales. (3) : oléagineux. (4) : betteraves à sucre. (5) : vins courants. (6) : lait de vache.
(7) : gros bovins. (8) : veaux. (9) : bovins (veaux + gros bovins). (10) : porcins. (11) : volailles. (12) : œufs.
(13) : volailles et œufs.

(...a) : indice de volume. (...b) : indice de prix relatif. Base 100 en 1979.

| (1) | (2a) | (2b) | (3a) | (3b) | (4a) | (4b) | (5a) | (5b) | (6a) | (6b) | (7a) | (7b) | (8a) | (8b) |
|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1979 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| 1980 | 109,8 | 94,8 | 188,2 | 94,5 | 98,3 | 101,8 | 119,0 | 84,7 | 104,9 | 95,1 | 100,7 | 95,1 | 98,6 | 89,5 |
| 1981 | 104,6 | 93,0 | 202,5 | 99,4 | 127,1 | 83,6 | 107,9 | 85,1 | 105,0 | 92,4 | 105,1 | 94,2 | 90,7 | 94,6 |
| 1982 | 112,4 | 92,9 | 266,1 | 103,6 | 110,5 | 84,6 | 100,3 | 86,9 | 107,2 | 93,1 | 98,2 | 97,8 | 95,3 | 98,8 |
| 1983 | 112,8 | 91,5 | 252,8 | 110,2 | 90,0 | 94,3 | 112,8 | 81,8 | 109,0 | 92,2 | 99,9 | 93,4 | 97,2 | 95,3 |
| 1984 | 137,4 | 83,0 | 308,1 | 100,7 | 98,1 | 85,1 | 101,7 | 81,3 | 108,4 | 89,9 | 109,4 | 86,7 | 100,6 | 87,3 |
| 1985 | 137,8 | 76,1 | 443,7 | 94,2 | 102,7 | 79,8 | 102,7 | 80,8 | 105,8 | 89,0 | 107,5 | 84,8 | 93,8 | 85,9 |
| 1986 | 124,6 | 76,1 | 472,1 | 89,0 | 89,6 | 87,4 | 107,2 | 79,7 | 107,8 | 89,0 | 109,1 | 79,4 | 96,0 | 85,8 |
| 1987 | 126,7 | 71,7 | 745,0 | 74,0 | 89,1 | 86,5 | 106,9 | 75,8 | 103,9 | 87,2 | 113,8 | 77,1 | 93,6 | 85,2 |
| 1988 | 136,9 | 69,8 | 744,3 | 72,0 | 99,7 | 80,9 | 104,2 | 73,5 | 100,5 | 86,9 | 108,9 | 79,3 | 84,7 | 93,0 |
| 1989 | 144,9 | 66,4 | 667,6 | 79,3 | 97,3 | 79,1 | 91,2 | 80,7 | 99,4 | 87,4 | 100,9 | 82,9 | 75,4 | 100,3 |
| 1990 | 145,4 | 63,4 | 670,3 | 65,0 | 109,8 | 70,4 | 95,3 | 87,5 | 101,8 | 84,4 | 105,1 | 74,6 | 74,9 | 89,2 |
| 1991 | 150,9 | 59,3 | 760,1 | 51,4 | 100,6 | 71,5 | 85,7 | 84,8 | 98,8 | 80,0 | 112,3 | 66,6 | 74,6 | 80,5 |
| 1992 | 160,4 | 55,0 | 606,6 | 28,3 | 107,6 | 66,5 | 73,3 | 84,0 | 97,6 | 79,8 | 116,5 | 65,9 | 75,8 | 80,5 |
| 1993 | 141,5 | 44,2 | 452,5 | 35,3 | 106,9 | 66,6 | 80,3 | 78,0 | 97,1 | 78,3 | 107,0 | 66,3 | 71,3 | 81,0 |
| 1994 | 131,6 | 40,8 | 547,5 | 34,8 | 98,5 | 68,8 | 72,0 | 80,6 | 98,5 | 76,3 | 102,6 | 65,5 | 69,0 | 79,5 |
| 1995 | 135,8 | 41,3 | 699,7 | 31,6 | 104,3 | 65,0 | 75,6 | 82,4 | 99,7 | 75,2 | 107,7 | 59,1 | 68,2 | 80,2 |
| 1996 | 154,4 | 38,9 | 725,6 | 31,6 | 105,0 | 64,1 | 74,3 | 81,4 | 100,2 | 73,6 | 113,1 | 50,7 | 67,7 | 71,9 |
| 1997 | 165,0 | 36,7 | 800,4 | 33,7 | 115,2 | 60,0 | 80,8 | 78,8 | 98,9 | 72,3 | 112,6 | 53,5 | 69,4 | 74,9 |
| 1998 | 176,3 | 33,7 | 776,3 | 35,1 | 105,9 | 60,7 | 72,8 | 81,3 | 98,4 | 72,8 | 107,0 | 56,5 | 68,7 | 78,0 |

| (1) | (9a) | (9b) | (10a) | (10b) | (11a) | (11b) | (12a) | (12b) | (13a) | (13b) |
|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1979 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| 1980 | 100,2 | 93,7 | 99,2 | 91,5 | 108,6 | 93,4 | 104,0 | 96,1 | 107,1 | 94,1 |
| 1981 | 101,5 | 94,3 | 101,0 | 91,9 | 118,9 | 91,8 | 108,6 | 95,2 | 115,5 | 92,7 |
| 1982 | 98,0 | 98,0 | 99,2 | 97,7 | 126,5 | 90,0 | 113,9 | 76,2 | 122,4 | 86,3 |
| 1983 | 99,8 | 93,9 | 98,6 | 88,6 | 123,2 | 87,6 | 107,7 | 85,7 | 118,2 | 87,6 |
| 1984 | 107,8 | 86,9 | 99,5 | 87,2 | 121,6 | 91,2 | 107,0 | 92,9 | 116,8 | 92,2 |
| 1985 | 104,5 | 85,1 | 99,2 | 85,3 | 122,6 | 84,9 | 106,7 | 81,4 | 117,4 | 84,5 |
| 1986 | 106,3 | 81,1 | 100,7 | 76,3 | 129,5 | 81,8 | 106,7 | 71,5 | 122,2 | 79,6 |
| 1987 | 109,0 | 79,2 | 104,0 | 67,5 | 138,4 | 77,2 | 104,3 | 79,5 | 127,5 | 78,5 |
| 1988 | 102,9 | 82,7 | 112,4 | 63,1 | 142,6 | 75,6 | 110,4 | 67,0 | 132,3 | 74,2 |
| 1989 | 94,4 | 87,1 | 112,3 | 74,8 | 154,5 | 71,5 | 106,7 | 68,5 | 139,5 | 71,6 |
| 1990 | 97,2 | 78,2 | 114,8 | 69,1 | 165,7 | 67,7 | 103,0 | 64,7 | 146,1 | 67,7 |
| 1991 | 102,2 | 70,0 | 117,5 | 67,0 | 177,6 | 65,2 | 107,9 | 63,5 | 155,8 | 65,5 |
| 1992 | 105,5 | 69,4 | 123,1 | 66,2 | 187,5 | 62,6 | 108,0 | 58,1 | 162,7 | 62,2 |
| 1993 | 97,5 | 69,9 | 134,0 | 47,9 | 193,0 | 58,3 | 107,7 | 56,2 | 166,3 | 58,5 |
| 1994 | 93,7 | 68,9 | 140,5 | 48,3 | 207,1 | 56,4 | 113,4 | 48,6 | 177,8 | 55,2 |
| 1995 | 96,9 | 64,0 | 142,1 | 50,4 | 218,4 | 54,1 | 118,9 | 44,7 | 187,3 | 52,4 |
| 1996 | 100,4 | 55,5 | 144,1 | 55,1 | 230,5 | 54,4 | 114,6 | 53,3 | 194,2 | 55,0 |
| 1997 | 100,7 | 58,4 | 149,4 | 54,4 | 238,8 | 55,9 | 110,7 | 51,1 | 198,8 | 55,6 |
| 1998 | 96,7 | 61,4 | 156,9 | 39,4 | 245,9 | 54,3 | 112,9 | 44,6 | 204,5 | 52,6 |

Sources : publication annuelle des comptes l'agriculture française, MAP-DAF-SCVES-INSEE..

13 - Déflateur pour la conversion des francs courants en francs constants 1998 Indice des prix à la consommation

Valeur constante de l'année n en francs 1998 = (valeur courante de l'année n) x 100 / déflateur

| Année | Déflateur |
|-------|-----------|
| 1945 | 158,3 |
| 1946 | 256,6 |
| 1947 | 389,2 |
| 1948 | 640,7 |
| 1949 | 719,7 |
| 1950 | 785,0 |
| 1951 | 959,1 |
| 1952 | 1035,6 |
| 1953 | 1002,3 |
| 1954 | 995,9 |
| 1955 | 1000,2 |
| 1956 | 1042,6 |
| 1957 | 1088,7 |
| 1958 | 1232,4 |
| 1959 | 1297,4 |
| 1960 | 13,4 |
| 1961 | 13,7 |
| 1962 | 14,3 |
| 1963 | 14,9 |
| 1964 | 15,2 |
| 1965 | 15,6 |
| 1966 | 16,0 |
| 1967 | 16,2 |
| 1968 | 16,7 |
| 1969 | 18,0 |
| 1970 | 19,2 |
| 1971 | 20,0 |
| 1972 | 21,1 |
| 1973 | 23,2 |
| 1974 | 27,6 |
| 1975 | 29,4 |
| 1976 | 32,2 |
| 1977 | 34,9 |
| 1978 | 37,4 |
| 1979 | 41,3 |
| 1980 | 46,7 |
| 1981 | 53,0 |
| 1982 | 59,4 |
| 1983 | 64,92 |
| 1984 | 69,73 |
| 1985 | 73,80 |
| 1986 | 75,76 |
| 1987 | 78,14 |
| 1988 | 80,24 |
| 1989 | 83,14 |
| 1990 | 85,94 |
| 1991 | 88,70 |
| 1992 | 90,85 |
| 1993 | 92,71 |
| 1994 | 94,26 |
| 1995 | 95,89 |
| 1996 | 97,80 |
| 1997 | 99,16 |
| 1998 | 100,00 |

BIBLIOGRAPHIE

ALPHANDÉRY P., BITOUN P., DUPOND Y., ROGER C. (1981). **Les concours financiers de l'État à l'agriculture de 1945 à 1980. Notes de présentation annuelles et tableaux budgétaires des années 1950-1958**, 2 volumes. Institut national de la recherche agronomique - Economie et sociologie rurales, juin.

ALPHANDÉRY P., BITOUN P., DUPOND Y., ROGER C. (1981). **Les concours financiers de l'État à l'agriculture de 1945 à 1980. Principaux éléments de méthodes et accès à la base de données**, 2 volumes. Institut national de la recherche agronomique - Economie et sociologie rurales, juin, septembre.

ALPHANDÉRY P., BITOUN P., DUPOND Y., ROGER C. (1982). **Les concours financiers de l'État à l'agriculture de 1945 à 1980. Rapport final**. Institut national de la recherche agronomique - Economie et sociologie rurales, mai.

ALPHANDÉRY P., BITOUN P., DUPOND Y., FOULHOUZE I., HAREL M. (1989). **L'État, la société de croissance et la politique agricole en France. Matériaux pour une interprétation des dépenses budgétaires agricoles de 1945 à 1984**. 2 volumes. Institut national de la recherche agronomique - Economie et sociologie rurales, février.

BIMA - Bulletin d'information du ministère de l'agriculture – (1998). **Les aides publiques à l'agriculture**. n° spécial.

INSEE (1973 à 1998). **Rapport sur les comptes de la Nation. Tableaux commentés**. Les collections de l'INSEE, série C.

INSEE, SCEES (1980 à 1999). **Les comptes de l'agriculture française**.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1973). **Analyse de la politique agricole française à travers les dépenses budgétaires 1962 – 1970**. « Choix » n°8. Direction générale de l'administration et du financement, bureau de rationalisation des choix budgétaires

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1974 à 1990). **Présentation du budget de l'agriculture sous forme de budget de programmes** (annexé au projet de loi de finances pour les années 1975 à 1991).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1983). **Rapport sur les concours publics à l'agriculture. Tomes I, II et III**. Inspection générale de l'Agriculture. Rapport établi sous l'autorité de B. Gauthier par L. Brion, R. Bouard et H.P. Culaud.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1994 à 1999). **Les concours publics à l'agriculture** (5 rapports parus : 1990-1994, 1991-1995, 1992-1996, 1993-1997, 1994 –1998). Direction des affaires financières et économiques, sous-direction des études, des programmes et de l'évaluation, bureau des concours publics à l'agriculture.

Notes et Etudes Economiques
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
Direction des Affaires Financières

Renseignements :

Sous-Direction de l'Evaluation, de la Prospective et des Etudes - tél : 01.49.55.42.09
78, rue de Varenne - 75349 Paris 07 SP

Diffusion :

Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques
Service des ventes - BP 88
31326 - Castanet Tolosan Cedex

Prix : 65 F